

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

2 YTL - 1,30 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 7-8, nov. - déc. 2005

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...



www.geopostyurtici.com.tr



Après le 3 octobre



Hubert Haenel

Je crois que nous sommes déjà entrés dans une nouvelle ère de l'histoire de l'Europe.

Page 5

La francophonie



Sylvie Gauvin

Défi ou réalité : Où parle-t-on le français au Canada ? Comment est-il parlé et par qui ?

Page 4

L'élargissement de l'UE



Cengiz Aktar

Directeur du département de l'UE de l'Université de Bahçeşehir, il répond à nos questions sur l'élargissement et...

Page 7

Dans le nouvel équilibre des forces, la ligne de séparation ne passera plus par la Turquie mais par l'Irak, l'Ukraine, ...

Rencontre avec le Professeur Beril Dedeoğlu autour des questions concernant la Turquie, la France et la conjoncture internationale.



soutien européen a aussi affaibli les Américains, suite à leur échec diplomatique. À leur arrivée, les États-Unis n'avaient pas les moyens de contrôler l'ensemble de ce territoire, pas plus qu'ils ne les ont

Pouvez-vous nous faire part de vos analyses sur la situation des États-Unis en Irak ?

Les États-Unis se sont lancés une opération qui n'avait guère de sens. Cependant, lorsque l'opération a été lancée, le projet d'action a été élaboré en comptant sur la participation de la Turquie et des pays européens. Parmi ces derniers, on a d'abord vu des pays comme la France et l'Allemagne ne pas apporter leur soutien aux États-Unis, et ensuite ce fut le tour de la Turquie. Le fait que la Turquie agisse ainsi avait un sens entièrement opérationnel. Malgré ces défections, les États-Unis ont maintenu leur projet. L'absence de

aujourd'hui. La situation semble insoluble : ils ne peuvent pas renforcer leurs troupes, mais ils ne peuvent pas non plus plier bagage et s'en aller. Admettons que les États-Unis décident de se retirer, admettons qu'ils disent « nous n'en pouvons plus, nous étouffons ici, nous faisons nos valises, et nous partons ! » À la minute qui suit, la situation du Moyen-Orient deviendra chaotique. Même les gouvernements des pays européens qui se sont opposés à l'action des États-Unis en Irak ne souhaitent pas que les Américains se retirent. Disons-le clairement, la Turquie non plus ne le veut pas.

Et alors que va-t-il se passer à présent ? Le vrai projet des États-Unis est de garantir la création d'un État fédéral. Il faut aussi dire que les Kurdes préféreraient cette solution de fédération, car il est plus facile de proclamer l'indépendance d'un État, que de la maintenir. Tel est le

(lire la suite page 3)

"Aujourd'hui la Turquie" au cœur de l'intégration de la Turquie à l'UE.

Depuis le 3 octobre, la Turquie est passée du statut de pays candidat à celui d'un État qui débute les négociations d'adhésion avec l'Union européenne en vue d'y adhérer pleinement. Concernant l'Europe, avec la décision du 3 octobre, elle s'est fixée un nouvel objectif en se donnant les moyens d'une nouvelle ambition, qui doit la rendre demain plus forte sur la scène internationale. Mais



*Hüseyin Latif

(lire la suite page 10)

Şişli : centre financier d'Istanbul

Nous avons rencontré Mustafa Sarıgül, le Maire de Şişli. Il nous parle de son quartier, et de ses ambitions politiques...

Parlez-nous de la commune de Şişli.

Şişli est une commune plus grande que 30 préfectures de taille moyenne en Turquie. C'est un grand centre financier. Avec les projets que nous avons mis en place, nous avons transformé Şişli en un des centres les plus importants d'Europe. Par exemple, vous pouvez trouver à Şişli toutes les marques que vous recherchez. Sur le plan de la protection de la culture et des monuments historiques, l'Italie et la France sont deux pays que nous suivons méticuleusement. Nous avons envoyé aux



Champs-Élysées le groupe responsable du design urbain de Nişantaşı, dans la commune de Şişli. Cette mission a duré 15 jours et nous nous en sommes ensuite

(lire la suite page 10)



Christian Lacroix Prêt-à-Porter printemps-été 2006 Page 16

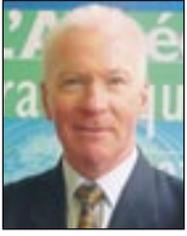


BizimAvrupa Yayınları (+90) 216 550 22 50



Page 16

Les relations entre la Turquie et les États-Unis depuis 1990



*Georges Le Guellec

De 1952 à 1990, la Turquie a été un des éléments les plus importants du réseau de bases militaires déployé par les États-Unis sur le pourtour de l'URSS, pour l'observer et l'écouter en temps normal et la combattre en cas de conflit. Il aurait donc été concevable que l'intérêt des Américains pour ce pays s'affaiblisse après la fin de la guerre froide. Il n'en a rien été. Alors qu'elle avait perdu son statut de citadelle avancée dans l'affrontement entre les deux superpuissances, la Turquie est restée un avant-poste de première importance pour défendre l'Empire américain, et surtout pour l'étendre vers les deux régions cruciales que constituent le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Les bases militaires en Turquie ont ainsi été utilisées lors de la première guerre du Golfe en 1990-1991, avant que les États-Unis construisent la grande base de Prince Sultan, au sud de Riyad en Arabie saoudite, aujourd'hui transférée à Al Udeid, au Qatar. Après la guerre, elles ont servi aux vols destinés à interdire les opérations

de l'aviation irakienne dans le nord du pays. Elles ont été utilisées aussi lors de l'intervention militaire américaine contre l'Afghanistan à la fin de 2001, conjointement avec celles qui ont été créées à cette époque à Karshi-Kanabad en Ouzbékistan (et que les Américains sont aujourd'hui obligés d'évacuer) à Manas au Kirghizistan, et au Tadjikistan.

La coopération entre la Turquie et Israël dans le domaine des armements n'est sans doute pas pour déplaire à Washington, puisqu'elle renforce la situation stratégique de ses deux plus sûrs alliés au Moyen-Orient, et qu'elle donne à Israël l'avantage politique d'un dialogue avec un État musulman dans un secteur particulièrement sensible.

L'alliance militaire américano-turque a cependant ses limites. Lors de l'intervention des États-Unis en Irak en mars 2003, le Parlement de Turquie a refusé, malgré les pressions politiques et malgré de très alléchantes promesses d'aide économique, que son territoire ou son espace aérien soient employées par les forces combattantes américaines : les bases en Turquie n'ont pu servir qu'à des missions de soutien ou des tâches logistiques. À la suite de cette

décision, et surtout parce que les missions de bombardement sur le Nord de l'Irak ont pris fin, l'intérêt de la Turquie pour les militaires américains s'est affaibli.

La Turquie est pourtant aussi une importante tête de pont économique, surtout pour la gestion des ressources pétrolières de la mer Caspienne. Dans les années 1990, et surtout pendant son second mandat, le président Clinton, en liaison avec les compagnies pétrolières américaines, puis l'Administration Bush, ont consacré beaucoup d'énergie à définir le tracé de l'oléoduc qui acheminera le pétrole de la mer Caspienne vers les marchés occidentaux. Leur objectif était d'éviter le passage par le territoire de la Russie ou de l'Iran, à la fois pour priver ces deux pays des droits de transit de l'oléoduc, mais surtout pour éviter de leur donner les moyens d'exercer un chantage sur l'Occident en menaçant de couper l'approvisionnement en hydrocarbures. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, récemment inauguré, permet d'atteindre ce but.

Partenaire militaire, économique, la Turquie est aussi, pour les Américains, un atout politique. S'ils soutiennent vigoureusement sa candidature à l'Union euro-

péenne, ce n'est évidemment pas qu'ils se soucient du périmètre géographique ou de la cohésion de l'Europe, mais parce qu'ils voient dans la Turquie une sorte de cheval de Troie. À leurs yeux, elle reprendra leurs orientations, et soutiendra la position britannique pour éviter que l'Union européenne devienne autre chose qu'une vaste zone de libre-échange, et surtout pour l'empêcher d'acquiescer une certaine puissance politique et militaire capable de contester leurs décisions.

Ils pourraient être déçus. Les Turcs ont déjà montré qu'ils suivent fidèlement les vicissitudes de la politique américaine, mais aussi longtemps que les intérêts des deux États sont confondus. Comme tous les autres pays, ils ont pour principale préoccupation de défendre leurs propres intérêts et non ceux des Américains. En outre, les craintes des États-Unis sont sans fondement : les membres de l'Union européenne emploient eux-mêmes tous les moyens nécessaires pour que l'Europe soit incapable de définir ses propres objectifs et de mener une quelconque politique extérieure.

*Directeur de recherche à l'Institut des Relations internationales et stratégiques

L'Union européenne à l'épreuve



*Mireille Sadège

Décidément l'année 2005 aura été un passage difficile et marquant dans l'histoire de la construction européenne. Le populisme, la crise économique, la mondialisation et enfin les doutes des citoyens européens quant à l'avenir de cette institution ont mis l'UE à rude épreuve.

Pourtant, ces dernières années avaient marqué d'importantes évolutions comme l'adoption de l'euro et, plus récemment en 2004, un important élargissement des frontières géographiques et l'achèvement de la préparation du projet constitutionnel qui devait, une fois ratifié par les pays membres, doter l'Union d'une Constitution. L'année 2005, elle, s'est placée plutôt sous le signe des remises en question et de la méfiance à l'égard de l'Europe. En effet, l'Europe ne rassure plus ses citoyens. Un récent sondage réalisé par la Sofres dans 5 pays membres de l'UE et publié en octobre

2005 révèle que l'Europe n'est synonyme de prospérité que pour seulement 17 % des Français, 16 % des Allemands, 15 % des Polonais, 56 % des Espagnols et 11 % des Britanniques. Plus préoccupant encore, la majorité des Britanniques, des Allemands, des Français et des Polonais jugent que leur identité et leur culture sont plus menacées que protégées par l'Europe. Comment expliquer que, 48 ans après sa création, l'UE puisse susciter tant de méfiance ?

À l'origine de cet euroscepticisme de l'opinion publique européenne, on trouve la situation économique. Ainsi l'absence d'une véritable reprise économique durable, la montée du chômage, la crainte des délocalisations font que la majorité de l'opinion publique perd l'espoir dans un avenir qui, depuis 48 ans, se conjugait avec l'Europe, et a de plus en plus de mal à y croire encore. La confiance dans la construction européenne et dans la capacité de l'Europe à proposer des projets collectifs indispensables à la prospérité de

l'UE semble s'être effritée. En fait, cette crise économique qui perdure depuis de nombreuses années dans la plupart des pays de l'UE, notamment certains grands pays et membres fondateurs de l'Europe, a des effets très néfastes sur les populations. Cette situation conduit souvent à un retour des sentiments nationalistes et au développement de la ségrégation sociale et de la discrimination qui ne peuvent que nuire au socle des valeurs universelles défendues par l'Europe. C'est sur ce terrain qu'apparaît le grave problème de l'intégration sociale des minorités dans un pays comme la France, dégénéralant et conduisant à des manifestations de violence avec un risque de contagion aux autres pays de l'UE, mettant ainsi en danger l'Union tout entière. Comme le précise le président de la Commission européenne, M. Barroso, « la violence dans les banlieues parisiennes n'est plus un problème français mais européen. »

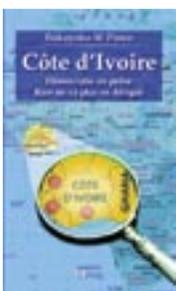
L'inquiétude de l'opinion vient du fait que, dans le processus de libéralisation

des marchés intérieurs européens, il y ait une insuffisance des politiques sociales européennes qui devraient accompagner ces changements. Mais pour cela, il faut donner à l'Europe les instruments nécessaires à son action.

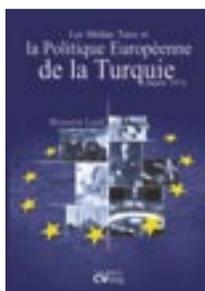
Il est utile de rappeler que l'Union européenne est une construction unique et exemplaire et qu'il incombe aux chefs d'État et aux responsables politiques européens de lui permettre de continuer son évolution, autrement dit d'adopter une vision commune sur les priorités. De nos jours cela doit consister à doter l'Europe d'une véritable politique sociale centrée sur l'emploi, la formation et l'intégration. Sont également des priorités le sens du compromis pour les négociations concernant le budget de l'UE pour les années 2007-2013, ainsi que l'entente autour de projets communs et ambitieux pour la construction européenne.

*Mireille Sadège, journaliste, Docteur en histoire des relations internationales

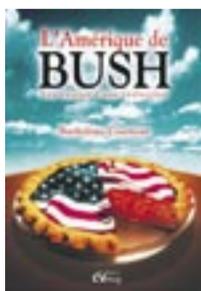
Aux Éditions CVMag



« Côte d'Ivoire, Démocratie en peine Rien ne va plus en Afrique », 240 pages, par Bakayoko M. Pasco, 25 euros.



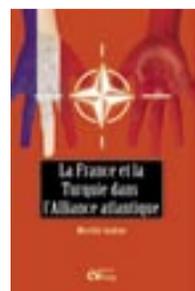
« Les médias turcs et la politique européenne de la Turquie », 504 pages, par Hossein Latif, 29 euros.



« L'Amérique de Bush, les enjeux d'une réélection », 300 pages, par Barthélémy Courmont, 14 euros.



« JavoueTout, Confession contemporaine », 148 pages, par Daniel Latif, 14 euros



« La France et la Turquie dans l'Alliance atlantique », 314 pages, par Mireille Sadège, 22 euros

Dans le nouvel équilibre des forces...



*Prof. Dr. Beril Dedeoğlu

(Suite de la page 1)

problème. Actuellement, les Kurdes sont maîtres de l'Irak tout entier ; le président, le ministre du Pétrole et le ministre des Affaires étrangères, sont tous kurdes. En conséquence, les Kurdes ont leur mot à dire concernant le pays dans son ensemble. Mais, en cas de guerre civile plus violente, pour se protéger, ils peuvent décider de la création d'un Kurdistan indépendant. Ils peuvent le faire, pour s'extraire de toute cette agitation.

L'issue de secours envisagée par le gouvernement Bush à l'heure actuelle, c'est de mettre l'OTAN dans le circuit. Autrement dit, de forcer les partenaires européens à entrer dans la partie. L'Amérique peut faire durer la situation encore quelque temps ; d'autres soldats peuvent mourir, les difficultés peuvent s'aggraver, de toute façon Bush, ne pouvant plus être réélu, peut prendre ce risque économique et politique. Mais pas l'Europe. En ce moment, l'Amérique fait passer ce message à la France et à l'Allemagne : « Dès que nous nous retirerons, tous les Sunnites, les Chiïtes, et les Kurdes qui ne trouveront pas d'emploi seront à vos portes. » Cela inquiète spécialement la France. Je ne sais pas si ça viendra de l'OTAN, mais une intervention qui ne soit pas seulement militaire peut être mise en place, une intervention sociale et politique, qui serait menée dans le cadre de l'action humanitaire. Bien sûr, je ne vois pas comment la France pourrait tout à coup agir main dans la main avec le gouvernement Bush, alors qu'elle est en totale opposition avec celui-ci. C'est une question délicate pour la France, mais il n'y a pas d'autre issue.

Une telle entreprise peut-elle être la solution ?

Si toutes les forces se réunissent et exercent une pression commune, la confusion qui règne en Irak devra cesser. Si la France, l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et la Chine s'allient, aucun problème ne peut rester sans solution. Il est évident que le véritable élément d'équilibre est la Fédération de Russie. La Russie, en se rapprochant de l'Irak, va s'allier avec ce pays, et les Européens vont trouver un terrain d'entente avec les Américains ; après quoi, je le dis entre guillemets, leurs ennemis à venir seront la Russie et l'Irak. Par conséquent, les Européens et les Américains vont exercer leur influence en Irak, en Jordanie, au Liban, et en Syrie. Cela signifie qu'au niveau mondial, les démocraties autocratiques et les démocraties libérales vont mettre en place deux systèmes différents. Un équilibre durable serait très significatif et positif pour la Turquie. Il est visible à présent que l'aire déterminante n'est plus la Turquie mais les positionnements de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Irak, ce qui est en faveur de la Turquie.

Pouvez-vous commenter les derniers événements qui se sont produits en France ?

Cette situation dans laquelle un problème

datant d'il y a 30 ou 40 années éclate aujourd'hui, est liée à la conjoncture. En prenant du recul, nous pouvons expliquer cela de la manière suivante : la France a manqué le développement global, elle a laissé s'échapper son rôle d'acteur de la globalisation, elle n'a pas su capter les valeurs de dynamisme de reconversion de l'Europe. Le rejet de la Constitution européenne a justement été une illustration de tout cela. Le peuple a en fait rejeté l'image d'une France qui aurait fonctionné avec la dynamique d'un système de globalisation, parce qu'en France, le système politique et les politiciens ont fait une lecture de la démocratie et du libéralisme de manière totalement opposée. Ils ont dit « qu'ils incarnaient, dans la globalisation, un rôle qui ne s'accordait pas avec les valeurs américaines. » Mais cela n'est pas possible, ce qui signifie qu'ils ont défendu une cause inexistante. Cette prise de position hermétique, qui rejette la dynamique générale du système, a favorisé le sentiment d'« ego », c'est-à-dire que le « Français blanc » s'est plus concentré sur ses attentes personnelles, s'est senti encore plus français, et s'est encore plus attaché à son propre système. Autrement dit, le noyau central s'est renforcé. Et, avec le renforcement du noyau, l'éloignement du centre s'est accru. En fait, c'est vraiment un phénomène physique qui est apparu ici. Concrètement, cela a créé une organisation sociale à double face.

Les jeunes des banlieues parisiennes ont été présentés par la presse comme étant des immigrés, alors qu'ils ne sont pas immigrés mais bien citoyens français. Le problème est là, la France a vécu dans un tel repli sur elle-même qu'il a été à l'origine d'une ségrégation parmi ces propres citoyens. Les dirigeants ont cru que le fait d'assurer un service de transports en commun, de garantir l'approvisionnement en eau et en électricité, ou que faire admettre que les conditions de vie en France étaient meilleures que dans leur pays d'origine, allaient suffire pour rendre ces gens heureux.

Quelles seraient les solutions ?

La France présente cet avantage rare d'être un pays offrant un arrière-plan historique incroyable. Il faut se demander pourquoi ce type de crise commence toujours en France. C'est le pays où a débuté la Révolution, et qui a réussi à détrôner un empereur grâce à une autre révolution. C'est un pays d'avant-garde, qui a su recréer au 21^e siècle les affrontements dans les rues. Sans établir de comparaison, cela ressemble point par point au courant qui s'est mis en place après 1789 et qui a eu tendance à se manifester par vagues successives. Mais cela annonce une réflexion. Autrement dit, les gens s'arrêtent et se demandent à quel moment ils ont fait des erreurs. À partir du moment où ils pensent avoir commis des erreurs, les réponses ne tardent pas à arriver de l'opposition au pouvoir en place. Il me semble que la carrière politique de Nicolas Sarkozy sera influencée par ces événements. En tant que citoyen turc, cela va sans dire, je m'en réjouis.

On a l'impression que les jeunes qui ont été à l'origine de ce mouvement n'ont pas de leader...

C'est vrai car il s'agit là d'un mouvement post-moderne. La France considère les événements sous un angle moderniste, et c'est une terrible erreur. Il faut qu'elle ait une vision des choses un peu plus post-moderne, car il est impossible de mesurer ce qui se passe avec d'anciens paradigmes. Par conséquent, il faut changer ces paradigmes. La France refuse de le faire. Si les derniers événements n'avaient pas eu lieu en France, des éclatements bien plus grands auraient vu le jour. Et ces éclatements auraient été pires que ceux de mai 68. C'est un signe. C'est pourquoi je présume que des solutions pourront être trouvées en France. Cela va servir d'exemple au monde entier, chacun a vu qu'exclure une population peut mener au désastre.

Les partis de droite en Turquie ou bien le parti du gouvernement en place, qui est proche de la droite, mènent des actions en commun avec les partis de gauche européens. N'est-ce pas contradictoire ?

Non, parce que la droite turque actuelle ne suit pas le même tracé que les partis de droite en Occident. Par exemple, s'il s'agissait des partis comme l'ANAP ou le

DYP, alors oui, nous aurions pu parler de contradiction. Mais il serait inexact de définir le parti au pouvoir comme un parti de droite. L'AKP est, dans une large mesure, un parti post-moderne, et le discours qui est tenu, conforme à l'islam, est en fait un message d'universalité. Dans ces concepts, l'islam fait état d'une idéologie de la globalisation. Le conservatisme est le reflet de l'idéologie locale. Le socialisme représente l'autre discours politique, où il est question d'idéologie de la globalisation. L'égalité entre les hommes, les droits, la justice... Bien sûr, l'origine du pouvoir n'est pas la même ; l'un dit « Le pouvoir appartient au peuple » et l'autre affirme que « Le pouvoir est détenu par Dieu. » La conception de la société socialiste, tout comme l'islam, exclut les classes. Par conséquent, ces deux conceptions se rejoignent. C'est pourquoi il est tout à fait normal que l'AKP soit en accord avec les partis socialistes, d'autant plus qu'ils ne sont pas locaux.

Au fond, qu'est-ce qui provoque des divergences d'opinion au sein de l'Union européenne ? S'il est question d'une polarisation, où celle-ci mènera-t-elle l'Union ?

Il y a deux sortes de polarisations au sein de l'Union européenne. L'une d'entre elles concerne les groupes sociaux, les opinions politiques, et on constate que les conservateurs, les socialistes, les verts ont tous un projet européen différent. Ce qui signifie qu'il n'y a pas d'idéal ou de manière d'agir en commun. La deuxième polarisation se situe entre les États et les gouvernements. Ils ont eu la prétention de lier leur avenir à un traité constitutionnel de façon précipitée, sans l'avoir sérieusement préparé, ni en avoir débattu. Les citoyens ont eu raison de le rejeter,

mais cela a été lourd de conséquences.

Ils ont centré le sujet de leur discordance sur la Turquie, car malheureusement ils n'avaient pas débattu du contenu de la Constitution, et aussi, ce qui est regrettable, parce que ce processus coïncidait avec le débat sur la Turquie. Le vrai sujet de la discordance n'était pas la Turquie. En fait, il s'agissait d'une querelle interne. Cela a été favorable à la Turquie. Si la Constitution avait été acceptée, la décision de commencer les négociations concernant la Turquie n'aurait pas été prise le 3 octobre.

Est-il possible que la Turquie soit déçue au cours de ce processus ? De quelle nature seront les échanges entre la Turquie et l'Union européenne, qui est source d'espoir et de grandes attentes ? Et la question chypriote...

La nature des échanges entre la Turquie et l'Europe ? C'est une question très difficile car elle concerne les quinze prochaines années. Toutes les annonces faites à ce sujet peuvent se révéler être de pures spéculations. En nous fiant aux prolongements plausibles de la conjoncture actuelle, c'est-à-dire aux 3 à 5 années à venir, il est certain que l'Europe aura besoin de la Turquie aux niveaux politique et économique. Et le système auquel la Turquie doit se raccrocher, vers lequel elle doit s'orienter pour asseoir sa stabilité, et duquel elle ne doit pas se tenir à l'écart, est le système européen.

Quels sont les problèmes qui peuvent émerger à court terme ? En analysant le rapport d'avancement que j'ai sous les yeux, je peux dire ceci : dès le préambule, il est longuement expliqué les raisons pour lesquelles le protocole annexe des accords d'Ankara doit être élargi de manière à inclure la partie grecque de Chypre. De toute façon, cela ne présente pas d'inconvénient pour la Turquie. Qu'il soit élargi ne change rien, puisque les bateaux grecs circulent déjà librement. Le problème est de connaître les raisons de l'embargo imposé à la République chypriote de Turquie. La préoccupation de la Turquie doit être de garantir la levée de cet embargo imposé à la République Turque du Nord de Chypre. En vérité, sur un plan technique, la levée de l'embargo imposé à la République chypriote est très facile pour les deux parties, puisque cela n'implique aucun poids politique ou économique. Autrement dit, cela ne représente aucun coût. Mais la résolution de ce problème implique des règlements de compte politiques entre les pouvoirs en place, et ceci des deux côtés. C'est pourquoi il semble que les négociations pour la levée de l'embargo imposé à la partie nord de l'île et l'élargissement des accords soient dans une impasse.

Propos recueillis par
Hüseyin Latif et Bilge Demirkazan, journaliste



La francophonie au Canada : défi ou réalité

Où parle-t-on le français au Canada ? Comment est-il parlé et par qui ? Quels sont ses rapports avec la francophonie et son rayonnement sur la scène internationale ? Quelle est sa vitalité culturelle ? Voilà déjà bien des sujets à préciser et des questions auxquelles répondre.

Parler de la situation du français au Québec et au Canada n'est pas une mince affaire. Le français au Canada existe bel et bien et doit affronter des défis importants. Il est une réalité historique, politique, linguistique, économique, géographique et culturelle. Le Canada, le Québec et d'autres provinces se sont munis de lois pour préserver et assurer les droits linguistiques, lois qui sont garanties par la Charte canadienne des droits et libertés. Avec une mondialisation plutôt anglophone que francophone et avec un voisin influent qui s'exprime en anglais, faut-il du courage ou de la volonté pour continuer à vouloir parler français ?

Au Canada et à l'étranger, lorsque l'on parle français, on est tout de suite associé aux citoyens de la Province de Québec, appelée la Belle Province. Il est vrai que la majorité des francophones canadiens se trouvent au Québec, mais partout ailleurs au Canada, le français est parlé. Le Québec de 2005 comprend près de 6 millions de francophones dont 1,5 million parlent le français sans être d'origine francophone.

Une réalité historique

Le Canada existe depuis 400 ans. La langue française s'est imposée dès les premiers temps de la colonie, appelée alors la Nouvelle-France. Ce français de 400 ans était comparable à celui qui était parlé en France, notamment celui de la région parisienne, un français qui n'était pas encore imprégné des influences anglaises. C'est à

partir de la fin de l'Ancien Régime (1763) que l'on remarque un changement dans le vocabulaire.

Aujourd'hui, le profil des langues au Canada est bien différent. Il existe deux langues officielles, le français et l'anglais, et nous avons adopté depuis la fin des années 60, une politique de bilinguisme.

La présence active du Canada au sein de la Francophonie internationale depuis le début de sa mise en œuvre, démontre aussi son intérêt à promouvoir ses valeurs et sa culture, tout en contribuant à l'essor de la diversité culturelle sur la scène internationale.

Le français parlé au Québec

Le français, tout comme les autres langues, est une langue vivante qui évolue. Les Québécois ne parlent pas tout à fait comme les Français, ni comme les Acadiens, ni même d'ailleurs comme leurs grands-parents. En effet, notre langue est fortement influencée par l'anglais depuis

le 19^e siècle. Pour remédier à cette situation, plusieurs associations de protection de la langue, consacrées à la promotion du bon parler français ont été créées.

C'est pour cela qu'en 1960, le gouvernement québécois a créé le ministère des Affaires culturelles et l'Office de la langue française (OLF). En 1977, une autre prise de conscience survient et la Charte de la langue française devient la plus élaborée des politiques linguistiques au Canada ; elle porte le nom de « loi 101 ». Cette loi consacre des années de lutte pour la primauté du français comme langue officielle dans la province de Québec tant auprès des immigrants qu'au sein de la population francophone.

Depuis 1960, des progrès remarquables ont été accomplis au Canada et au Québec. La majorité des enfants d'immigrants fréquentent désormais l'école française de niveau primaire et secondaire, et le français est présent dans tous les domaines de la société québécoise, dans l'affichage, dans

la plupart des commerces, dans les services offerts à la population, au travail.

Malgré toute cette bonne volonté politique et sociale, la situation du français au Québec requiert attention et protection. L'OLF révèle que « le français, comme langue d'usage, continue à être déficitaire, l'anglais étant choisi par quelque 55 % des personnes de langue maternelle tierce ». Au Canada en général, l'émergence des écoles d'immersion a contribué à accroître la connaissance et l'usage du français chez nos compatriotes anglophones.

Le « québécois » est coloré d'expressions vivantes qui ne choquent pas l'oreille.

À titre d'exemples, les termes ou expressions suivantes : magasiner (faire du shopping), il est fin (aimable, gentil), peindre (appliquer de la peinture sur une surface) ou barrer la porte (fermer à clé, verrouiller) sont utilisés dans le vocabulaire quotidien. Teinté de l'accent québécois qui varie d'une région à l'autre du Québec, ce langage devient une particularité du Québec.

Le français hors du Québec

Qu'en est-il du français hors du Québec aujourd'hui ? Un Canadien sur quatre parle le français; près de deux millions de Canadiens vivent dans des provinces et des territoires où leur langue maternelle, le français, est minoritaire.

Le bilinguisme au Canada est légalement reconnu depuis 1867, année de la Constitution canadienne. La loi autorisait l'emploi du français ou de l'anglais dans les débats du Parlement ainsi que dans les procédures devant les tribunaux fédéraux. En 1969, la première Loi sur les langues officielles est adoptée par le Parlement. Le but premier de cette loi est la reconnaissance du français et de l'anglais comme langues officielles du Canada avec des droits et des privilèges égaux, également de favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones et de promou-

voir la pleine reconnaissance et l'usage des deux langues. En même temps, la province du Nouveau-Brunswick devient la première et l'unique province officiellement bilingue.

Le bilinguisme est une caractéristique marquante de l'identité canadienne et une réalité sociale fondamentale, c'est l'un des piliers de la société canadienne et de l'État.

Pourquoi continuer à parler français alors que l'anglais est indispensable aujourd'hui et que nous avons comme premier voisin un pays anglophone ? Parler le français donne accès à de très grandes richesses culturelles, comme la littérature, le cinéma, ou la chanson. C'est un patrimoine auquel les Québécois, les Acadiens, les Franco-Ontariens, et les Francophones de l'Ouest, contribuent beaucoup et auquel ils tiennent puisqu'il est l'expression de leur identité propre. La dualité linguistique constitue une valeur fondamentale de la société canadienne. Nous y croyons toujours, nous défendons cette langue qui est parfois un peu torturée, mais nous continuons de parler, de chanter et de vivre en français au Canada.

Nous croyons également que le Canada a un rôle de premier plan à jouer pour la promotion et la défense de la langue française partout dans le monde. C'est pourquoi le Canada est si actif au sein de la Francophonie, en appuyant activement des initiatives planétaires telles que TV5 par exemple.

**Sylvie Gauvin de l'Ambassade du Canada*



**Sylvie Gauvin*

BizimAvrupa

Gazetemizde yayımlanan yazıların Türkçelerini

www.bizimavrupa.com

da okuyabilirsiniz.

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455



La 5^e édition des « Clés pour Istanbul » est disponible !

Ce guide pratique, réalisé exclusivement par des femmes habitant Istanbul, est destiné aux Français et francophones qui viennent s'y installer ou qui le sont déjà et qui veulent réactualiser leurs informations.

Les « Clés pour Istanbul » rassemblent une multitude d'informations pratiques pour vivre à Istanbul.

Vous pouvez vous le procurer en échange d'un don d'un minimum de 30 YTL.

Votre don sera intégralement transmis à une association caritative locale.

Où se le procurer ?

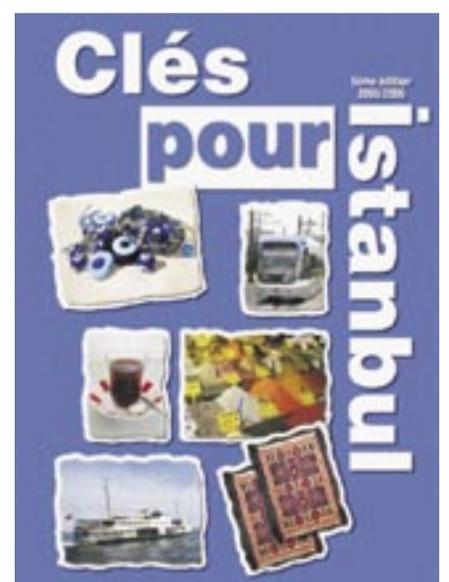
- à la librairie EFY

- à l'accueil du Consulat de France

Istiklal Cad. n° 8, Taksim

- par e-mail : lespouristanbul@yahoo.fr

- par téléphone, en contactant Nawel au 0 535 476 69 03.



Union européenne - Turquie



*Haydar Çakmak

Les présidents des États membres de l'Union européenne avaient annoncé, le 17 décembre 2004, le début des négociations avec la Turquie pour le 3 octobre 2005. Mais, alors que la date fatidique approchait, ils ont eu recours à tous les subterfuges et toutes les roueries possibles, allant ainsi à l'encontre de tous les principes de l'UE, pour empêcher la Turquie d'atteindre l'objectif qu'elle s'était fixé, et auquel elle avait droit après des efforts considérables. Les Chypriotes grecs ont essayé de tirer profit de la situation. L'Autriche, au nom de la justice, de la liberté et des droits de l'homme, les fondements de l'Union européenne, a fait passer les intérêts de la Croatie avant ceux de la Turquie. Le gouvernement d'un grand pays, plutôt que de profiter d'une situation donnée, a pour devoir de la créer

lui-même. On n'a pas le droit d'exploiter un pays pour son propre profit. Il a été particulièrement mal vu par tous que les politiciens autrichiens et la presse lient l'adhésion de la Turquie au siège de Vienne, remontant à 1683. Malgré toutes ces manœuvres dilatoires, les négociations ont pu commencer. Les documents officiels des négociations fourmillent de conditions visant à empêcher l'adhésion de la Turquie. Le résultat des négociations n'est pas clair. Si, à ces conditions, vous ajoutez des anti-Turquie comme Sarkozy ou Merkel vous pouvez réaliser à quel point l'adhésion de la Turquie va être difficile. Il faut bien souligner que les Européens dressent des obstacles à cette adhésion depuis les accords d'Ankara

Une Union européenne figée et repliée sur elle-même ne peut espérer rivaliser, après 2025, avec des superpuissances comme les États-Unis, la Fédération de Russie, le Japon ou la Chine.

de 1963. Alors qu'une seule barrière aurait pu suffire à l'empêcher, en voir autant est étrange. Cela revient à tirer des centaines de coup de feu sur un petit lapin ! Et cela représente bien l'état d'esprit de beaucoup d'Européens envers la Turquie. Des pays comme le Royaume-Uni, l'Italie ou l'Espagne ont de nombreuses raisons, à la fois économiques, politiques et stratégiques, de soutenir la Turquie. Plus important encore, ces pays ont une vision à long terme de la situation et, ayant un passé de pays impérialistes, ils comprennent les bienfaits stratégiques de leur position pour la paix dans le monde. Autrement dit, ils ont une vision globaliste. Une Union européenne figée et repliée sur

elle-même ne peut espérer rivaliser, après 2025, avec des superpuissances comme les États-Unis, la Fédération de Russie, le Japon ou la Chine. La Turquie a le potentiel de rendre l'Union européenne puissante sur le plan stratégique. Elle est voisine du Moyen-Orient, de l'Asie Mineure, des Balkans. Elle est apparentée au monde islamique. Or, les marchés importants sont dans ces régions. L'adhésion de la Turquie est donc une source importante de profit pour l'UE. Une prétendue menace de la Turquie a été exploitée comme argument dans la plupart des élections en Europe. Les Européens devraient laisser de côté cette attitude négative et rester justes devant la Turquie. En agissant ensemble, nous avons tous à y gagner, en puissance et en profit.

*Dr. Haydar Çakmak
hcakmak@gazi.edu.tr
Professeur à l'Université de Gazi
Département des relations internationales

Après le 3 octobre 2005

Président de la délégation sénatoriale pour l'UE, M. Hubert Haenel a répondu à nos questions portant sur l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.



*Hubert Haenel

Par un communiqué de presse du 4 octobre, vous saluez l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie. Pour vous, quels sont les arguments qui justifient la décision du 3 octobre ?

Le 17 décembre 2004, le Conseil européen, c'est-à-dire les 25 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, ont déclaré que « la Turquie remplissait suffisamment les critères politiques de Copenhague pour que soient ouvertes des négociations d'adhésion ». Cette décision unanime fixait au 3 octobre le début des négociations, à condition d'une part, que la Turquie signe le protocole d'adaptation de l'accord d'Union douanière pour y inclure les nouveaux États membres de l'Union européenne et, d'autre part, que six textes législatifs spécifiques soient mis en vigueur. À partir du moment où la Turquie remplissait ces conditions, la décision du 3 octobre découlait naturellement de la position adoptée par le Conseil européen en décembre 2004.

Les mois précédant le 3 octobre ont été marqués par une surenchère de conditions supplémentaires, comme la résolution de la question chypriote, et bien d'autres. Certes, ces questions devront être résolues mais en faire des préalables indispensables à l'ouverture des négociations est apparu pour certains comme un prétexte pour repousser la candidature de la Turquie ; qu'en pensez-vous ?

Fin juillet, la Turquie a, comme prévu, signé le protocole additionnel à l'accord d'Ankara, mais en assortissant cette signature d'une déclaration, précisant que celle-ci ne signifiait nullement un quelconque

reconnaissance de la République de Chypre. Cette déclaration – je l'ai dit à nos interlocuteurs turs – était à mon avis une grave erreur tactique. Je peux comprendre certaines des raisons pour lesquelles elle a été prise, mais il faut bien comprendre que la plupart des Européens connaissent mal la situation à Chypre et en Turquie, si bien que certaines personnes ont pu saisir cette perche qui leur était tendue.

D'après vous, pourquoi l'opinion publique française est-elle hostile à l'entrée de la Turquie dans l'UE ?

Je regrette que la construction européenne soit si peu expliquée aux Français en dehors des périodes – courtes – d'élection ou de référendum. Par exemple, les Français ont eu l'impression qu'on ne leur avait pas expliqué l'élargissement du 1er mai 2004, qui était un geste formidable de réunification de notre continent. Autre exemple : en décembre 2004, certaines personnes qui m'interrogeaient au sujet de la Turquie croyaient

que celle-ci allait entrer dès 2005 dans l'Union européenne. Sur ce sujet, comme sur tant d'autres, l'opinion publique a donc d'abord besoin d'informations sérieuses. Mais soyons clairs : dans un contexte économique difficile, les craintes sur l'emploi ont un rôle déterminant, qu'il s'agisse des délocalisations d'entreprises ou d'une concurrence accrue sur le marché du travail national. Il faut également laisser l'opinion publique s'habituer au processus d'élargissement, constater qu'il est profitable à tous. Certains se sont attachés à faire peur aux Français lors de l'élargissement à l'Est : lorsque les citoyens auront constaté que ces alarmes étaient vaines, ils comprendront mieux que le processus d'élargissement se poursuive. Je crois que l'opinion publique française va évoluer dans le bon sens, mais il faut bien laisser du temps. Comme le disait Sénèque : « Le temps détruit ce que l'on fait sans lui. »

Il faut laisser l'opinion publique s'habituer au processus d'élargissement, constater qu'il est profitable à tous.

La décision prise à l'unanimité le 3 octobre peut-elle être annulée ou suspendue plus tard par un chef d'État des 25 ?

Le processus de négociation avec la Turquie suit les mêmes procédures que pour l'ensemble des pays candidats : toutes les décisions au sein de l'Union européenne seront prises à l'unanimité des États membres au sein d'une Conférence intergouvernementale (CIG) ; c'est en particulier le cas pour l'ouverture et la clôture de chacun des chapitres de négociation. Je voudrais également bien préciser que le terme « négociations » est en partie impropre, car le pays candidat ne négocie pas l'acquis communautaire : celui-ci doit être appliqué en tout état de cause.

Il peut éventuellement négocier des délais de mise en œuvre et des périodes transitoires.

Les problèmes propres à l'intégration, que rencontre l'UE, et qui n'ont aucun lien avec l'évolution de la Turquie, peuvent-ils empêcher ce pays d'entrer dans l'UE ?

Depuis les référendums français et néerlandais, l'Union européenne traverse une crise ; je note d'ailleurs que les raisons de cette crise existaient avant même le traité constitutionnel et que celui-ci permettait justement de réformer le cadre institutionnel et les procédures de l'Union. C'est un des paradoxes de la période actuelle ! Mais la Turquie, comme les autres candidats, sera d'abord jugée sur sa propre situation : c'est à elle de faire la preuve qu'elle met tout en œuvre pour appliquer pleinement les critères de Copenhague et l'acquis communautaire.

Je suis cependant persuadé que l'Union européenne et la Turquie n'ont pas seulement un avenir commun, mais un destin commun.

Une enquête de la Sofres révèle que nombre de citoyens ne sont pas convaincus des bienfaits de l'Europe. Comment expliquez-vous que l'Europe puisse encore susciter de la méfiance dans les opi-

nions publiques de plusieurs pays européens, notamment les pays fondateurs ?

Comme je le disais tout à l'heure, c'est la stagnation économique que connaissent plusieurs pays membres de la zone euro qui me paraît le facteur principal. Il faut que l'Europe retrouve une plus forte croissance pour que la confiance revienne. J'ajouterai que beaucoup de citoyens sont mal informés sur l'Europe : il faudrait aussi remédier à ce déficit d'information et de débat.

L'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing a déclaré au lendemain du 3 octobre : « On aura rejeté la réforme des institutions et on aura accepté sans avoir de Constitution, sans avoir de budget, l'entrée du plus grand pays et du plus pauvre, situé hors du continent européen. » Que pensez-vous de cette déclaration ?

M. Giscard d'Estaing est opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union parce qu'il est attaché à une Europe fortement intégrée, et qu'il craint que le processus d'élargissement ne fasse triompher l'idée d'une construction européenne moins ambitieuse. C'est un souci légitime, et chacun comprend que l'intégration d'un grand pays comme la Turquie posera plus de problèmes à l'Union européenne que l'adhésion de la Slovaquie. Mais je crois aussi que nous sommes déjà entrés dans une nouvelle ère de l'histoire de l'Europe, et que la Turquie est le révélateur de cette situation nouvelle, et non sa cause. Déjà, à vingt cinq, et bientôt vingt sept, nous ne pouvons plus envisager une Europe aussi étroitement intégrée qu'en rêvaient les « pères fondateurs ». À l'avenir, c'est sans doute dans le cadre de coopérations spécialisées, sur des objectifs communs, que s'effectueront certains des progrès de l'Europe. Ces coopérations, ouvertes à tous ceux qui voudront avancer, seront un des moyens de concilier élargissement et approfondissement de la construction européenne. Nous avons besoin d'un schéma de l'Europe intégrant cette perspective.

Propos recueillis par
Mireille Sadège

Les universités privées turques, un sous-système élitiste ?



*Laurent Godmer

Le système universitaire turc a connu des mutations majeures, en particulier sa massification et sa diversification institutionnelle, avec le développement des universités publiques dans la décennie 1980, puis la création de nombreuses universités « privées » durant la décennie 1990. Autorisées après le coup d'État de 1980, ces universités sont en fait des « universités de fondation » (vakıf üniversiteleri), distinctes des « universités d'État » (devlet üniversiteleri), qui sont créées par des fondations après le vote d'une loi par la Grande Assemblée Nationale de Turquie (TBMM), le parlement monocaméral. En conséquence, comme l'a montré David Behar dans une étude menée pour l'Observatoire urbain d'Istanbul (OUI) publiée en 2002, « ces universités n'échappent pas à l'autorité suprême qui régit l'enseignement supérieur en Turquie [le YÖK (Conseil supérieur de l'éducation)], si bien que ces "jeunes entreprises" ont du mal à se démarquer réellement du système public, à se défaire de leur réputation d'établissements pour "riches mauvais élèves". » Les critères de sélection de ces universités, dont les droits d'inscription sont élevés, sont en effet généralement moins exigeants en termes de résultats à l'examen national de sélection des étudiants (ÖSS). La situation est néanmoins contrastée et le sous-système supérieur privé est lui-même différencié. Il existe un système universitaire uniquement privé, anglophone, en République turque de Chypre du Nord (KKTC), qui a pu servir de « solution » pour certains étudiants, mais qui souffre de l'isolement de cette entité politique et d'une réputation faible. C'est là que furent créées la première université privée, l'université de la Méditerranée orientale (DAÜ) en 1979 à Famagouste, puis l'université américaine de Girne en 1985, l'université du Proche-Orient à Nicosie, la capitale, en 1988, l'université européenne de Léfka en 1990, et l'université internationale de Chypre en 1996. Le panorama des universités privées turques stricto sensu, fait apparaître un véritable sous-secteur concentré sur les trois principaux pôles urbains. Bilkent, la première, démarra à Ankara en 1984. D'autres universités ont été créées dans la capitale turque ou ses environs : Başkent en 1994, Atılım en 1996, Çankaya en 1997, Ufuk en 1999, et la TOBB-ETÜ (université d'économie et de technologie de l'Union des chambres et des bourses de commerce de Turquie) en 2003. Mais c'est à Istanbul que se situent la plupart des « universités de fondation » : Koç, fondée en 1992, Fatih en 1993, Işık, Istanbul Bilgi, Sabancı et Yeditepe en 1996, Kadir-Has, Beykent, Doğus, Istanbul Kültür et Maltepe en 1997, Bahçeşehir et Haliç en 1998, Okan en 1999, et Istanbul Ticaret en 2001. Elles sont bien plus nombreuses (15) que les universités publiques (7), même si plus des trois quarts des étudiants sont inscrits dans le système public. Izmir est devenu un troisième pôle de ce sous-système avec la création, en 2001, de deux établissements, l'université Yaşar et l'université d'économie d'Izmir. Enfin, l'université Çağ s'est établie entre Mersin et Adana, sur la côte méditerranéenne orientale, en 1997. Les universités privées turques sont donc 24

(29 avec la KKTC), contre 53 universités publiques.

Les universités privées turques sont issues de fondations diverses (dont plusieurs offrent un enseignement de la maternelle au master telles Bahçeşehir, Beykent, Doğus, Koç, Işık, Kültür, Maltepe et Yeditepe) : Bilkent, la première et Başkent furent créées par des fondations proches du YÖK, en partie afin de limiter le départ d'étudiants de la bourgeoisie vers l'étranger. D'autres sont également issues de fondations caritatives ou sociales, telle Ufuk. Mais elles sont surtout créées sur l'initiative de fondations d'entreprises, majoritairement liées à des grands groupes, notamment les deux plus connues, issues des holdings familiaux géants éponymes Koç et Sabancı, dont certains dirigeants comptent parmi les responsables de la principale organisation patronale, la TÜSIAD (Association des industriels et hommes d'affaires turcs). C'est également le cas pour des établissements moins réputés comme Doğus (BTP) ou Kadir-Has, fondée par l'homme d'affaires Kadir Hasoğlu (automobile). Il faut signaler le cas de l'université Fatih, créée par une fondation proche du « capital vert » (le mouvement islamiste de Fetullah Gülen en l'occurrence). Enfin, cette dynamique explique que les trois dernières créations furent initiées par des chambres de commerce des trois principales métropoles : l'université d'économie d'Izmir, l'université du commerce (Ticaret) d'Istanbul, et la TOBB-ETÜ à Ankara.

Désormais, pour la quasi-totalité des universités privées, les frais d'inscription annuels se rapprochent des 10 000 euros pour un cursus universitaire classique de lisans (maîtrise en quatre ans), seuil déjà largement dépassé par Koç. Cependant, de nombreux étudiants sont boursiers, selon des systèmes modulables calqués sur le modèle américain. Ils ont obtenu d'excellents résultats à l'ÖSS mais choisissent une université privée pour ses qualités académiques, sa visibilité, ses conditions de travail et sa vie de campus. Fréquemment issus de milieux à fort capital culturel, ils compensent ainsi le faible volume relatif de capital économique de leur famille. La formation proposée par les universités privées est en général officiellement anglophone (comme dans les meilleures universités publiques, l'université du Bosphore à Istanbul, et l'université technique du Moyen-Orient (ODTÜ) à Ankara), l'université Yeditepe étant la seule à disposer d'un département francophone (en science

politique et relations internationales) et de deux départements germanophones. Cependant, en pratique, le turc est très présent, et l'atmosphère peu internationalisée, à l'exception notable des meilleures universités privées comme Koç, Sabancı ou Bilgi. À tel point que les rares universités se déclarant essentiellement turcophones, telles Başkent et surtout Maltepe, en font parfois fièrement une particularité distinctive sur ce marché très concurrentiel. Les programmes anglophones sont aussi la promesse d'une compétence linguistique, d'échanges, voire de masters dans des universités anglo-saxonnes partenaires.

Proposant des formations diverses, avec une prédilection pour la gestion, les universités privées jouent donc sur différentes ressources pour attirer les élites sociales, notamment économiques. Les familles des classes dominantes ont aisément intégré cette option dans leurs subtiles stratégies, ce qui permet en outre à leur progéniture de demeurer sur place, à Istanbul, Ankara ou Izmir pendant la période cruciale de l'éducation « tertiaire ». Moins grandes,

dispensant un enseignement parfois plus flexible et plus libéral, qui s'éloigne en général du par cœur encore pratiqué dans certaines universités d'État, les (bonnes) universités privées disposent d'un avantage comparatif pédagogique non négligeable leur donnant une forme d'autonomie concrète, ne serait-ce que par leur jeunesse et leur statut, de sorte qu'elles peuvent être dans une certaine mesure moins « mandarinales ». Elles répondent également à la saturation des universités publiques et aux difficultés financières des personnels académiques, avec des contrats de droit privé, mais assortis de rémunérations et de conditions de travail attractives, même pour les nombreux vacataires. Tout se passe comme si cette logique de marché et la compétition avaient mené à une situation oligopolistique axée sur une division du travail entre les établissements : les universités privées « d'élite », plutôt orientées vers le management (Koç, Sabancı) et/ou vers les sciences sociales lato sensu (Bilgi), avec des effets de niches, par le biais de nombreux programmes originaux pour Yeditepe ou celui des spécialités techniques pour maints établissements comme, par exemple, Fatih, Kadir-Has ou Yaşar. Le secteur privé est ainsi devenu lui aussi à plusieurs vitesses avec d'une part des établissements servant de « dernière chance » pour des déçus de l'ÖSS, et d'autre part plusieurs universités très réputées, et/ou très riches, exigeant un

niveau élevé à l'entrée, même pour les non-boursiers, telle Koç, qui fait figure d'étoile montante, avec ses critères draconiens de sélection, ses moyens incomparables et son MBA (Master in Business Administration), classé parmi les meilleurs d'Europe en 2004, et qui fut alors saluée par d'élogieux reportages du Monde et du Frankfurter Allgemeine Zeitung. Perchée dans la forêt près de la mer Noire, au nord d'Istanbul, Koç est une des seules universités privées à disposer d'un campus véritablement « à l'américaine », avec une sorte de campanile central et un complexe pourvu de toutes les facilités de consommation, l'ensemble formant une citadelle élégante et autarcique, de style méditerranéen. D'autres, comme Sabancı, se distinguent aussi parfois par leur gigantisme et/ou leur luxe, permettant un isolement « studieux » ou par des éléments plus anecdotiques mais symboliques comme Kadir-Has, au bord de la Corne d'Or, dont le patio central accueille une impressionnante bananeraie, ou encore la petite université Çağ, située dans un immense parc doté d'un audacieux amphithéâtre antique...

Ce sous-secteur formé par les universités privées a connu une forte croissance. Plusieurs d'entre elles approchent, voire dépassent, le seuil des 10 000 étudiants, en particulier Bilkent, Bilgi et Yeditepe (et DAÜ en KKTC), les autres universités se situant quasiment toutes, pour des raisons soit de malthusianisme sélectif soit au contraire de pénétration limitée du marché ou de recence de leur existence, plutôt autour des 3 000 étudiants. On peut certes resituer cette « privatisation » du système universitaire dans un ensemble de réformes participant à une déconstruction « néo-libérale » de l'État, mais elle est encore fortement contrôlée et tend à éviter une fuite des cerveaux, en donnant toujours une place majeure, même paradoxale, à l'ÖSS et au système national. Ce sous-système correspond à une « modernisation » qui n'est pas sans contribuer à assouplir un système d'enseignement qui a accéléré son « européanisation » durant la décennie 2000 avec le développement des échanges Erasmus/Socrates. Aussi, si les critiques contre ces universités privées sont souvent pertinentes, elles portent en fait sur des évolutions plus globales. La « reproduction » du capital culturel par les institutions éducatives, au sens de Pierre Bourdieu, tend à être en effet de plus en plus liée également à celle du capital économique. Le développement de ces universités privées, en brouillant le modèle élitiste théorique de l'examen national, suivant partiellement une « dérive japonaise » (avec les cours du soir des dershane nécessaires pour réussir l'ÖSS), met en évidence les carences de l'État social. On pourrait enfin considérer, en s'inspirant des réflexions sur les isomorphismes de Michel Foucault ou Peter Sloterdijk, que, plus largement, ces universités privées ont leur place dans le monde d'une partie des élites, en ce qu'elles s'intègrent à un faisceau d'éléments protecteurs (la villa familiale, le milieu fermé, l'automobile, le centre commercial, le lycée élitiste, les navettes privées, la résidence secondaire égéenne, etc.), participant ainsi de processus qui accentuent, comme dans certaines mégapoles latino-américaines, la stratification et la ségrégation sociales.

Le développement de ces universités privées, en brouillant le modèle élitiste théorique de l'examen national, met en évidence les carences de l'État social.



L'Université Koç

* Laurent Godmer

Enseignant au Département francophone de sciences politiques et administratives de l'université de Marmara (DFSPA)

Chercheur associé à l'Observatoire de la vie politique turque (OVIPO) de l'Institut français d'études anatoliennes (IFÉA)

L'élargissement de l'UE et ses enjeux



Professeur et directeur du département de l'Union européenne de l'Université de Bahçeşehir, il répond à nos questions sur l'élargissement de l'UE et ses enjeux.

Pourquoi l'Europe se pose-t-elle des questions quant à son élargissement ? Et quelle est la place de la Turquie dans cette politique ?

L'élargissement de l'Union européenne est une évolution naturelle et indispensable. C'est en 1946 que Churchill a parlé pour la première fois des États-Unis d'Europe. Après la guerre, l'Europe avait un objectif à atteindre, et ce très rapidement : annihiler tout risque de guerre sur ce continent. Tout ce que l'Europe désirait, c'était la paix, rien que la paix. Les moyens pour y parvenir ont été recherchés. À partir de 1945, la vision de l'Europe sur le monde a changé, elle s'est renfermée sur elle-même. Encore aujourd'hui, on voit les traces de ce changement. L'Europe du XXI^e siècle, différente, va devoir s'ouvrir sur le monde. De plus, la vision de l'Europe a bien changé pendant ces cinquante années sans guerre. L'Europe fondée peu après 1950 avait pour but de créer une union pacifiste s'étendant à l'ensemble du continent. Les Anglais n'étaient pas partants au départ, ils préféraient un lien moins fort avec les autres pays européens. Comprenant qu'ils ne pouvaient se détacher de l'Union, ils finirent par la rejoindre en même temps que le Danemark et l'Irlande. C'était le premier élargissement. Puis vint, dans les années 1980, l'adhésion de celles qu'on a parfois appelées les « dictatures de la Méditerranée » : l'Espagne, la Grèce et le Portugal. C'est une mission différente de l'Union qui s'exerce alors, dans le but de promouvoir les valeurs démocratiques européennes. Puis il y eut l'élargissement de 1995 : trois pays riches, qui avaient de tout temps sous-estimé l'UE – l'Autriche, la Finlande et la Suède – y adhèrent. Cet élargissement était d'autant plus important que l'Autriche et la Finlande étaient des pays neutres, et que leur adhésion à l'Europe n'aurait pas été possible si le rideau de fer était resté en place. C'est encore la fin de la guerre froide qui permet l'adhésion de nombreux pays en 2004, car les États du Pacte de Varsovie peuvent dorénavant s'affranchir de l'influence soviétique. Dès le début des années 1990, l'UE réfléchit à sa politique envers les pays d'Europe de l'Est, et c'est en 1993 qu'il est décidé que des aides économiques ne suffiront

La perspective européenne est une donnée nouvelle, pour la décripation nécessaire de la politique étrangère de la Turquie.

pas, que leur adhésion en tant que membres à part entière est nécessaire. C'est ainsi qu'une politique d'élargissement plus réaliste s'est mise en place.

Quant à la place de la Turquie... La présence de la Turquie dans les plans d'élargissement de l'Europe n'est pas liée au traumatisme vécu par l'Europe après 1914.

Les raisons de la nécessité de l'adhésion de la Turquie à l'Union sont différentes. Elles viennent du désir d'étendre autant que possible la paix et la prospérité européennes, le modèle européen. Une Europe prospère est impossible si les États alentour sont en feu. La force de l'UE est que, à la différence des États-Unis, elle installe la paix et la prospérité dans certaines régions, et ce de manière durable. L'Ukraine et la Turquie font partie de ce cercle d'élargissement. Puis viendra le tour des pays du sud de la Méditerranée. Ce qui ne veut pas dire que ceux-ci deviendront tous membres. Des solutions très différentes peuvent être envisagées. Ce qui est important ici, c'est la notion de perspective : une perspective européenne doit être offerte à ces pays de façon à les inciter à se réformer. On ne peut imaginer que toutes les relations seront les mêmes ou que tous les pays finiront par devenir membres. Pour résumer, l'Europe cherche à étendre l'espace de paix et de prospérité qu'elle a créé en 55 ans. Ceci est dans l'intérêt de tout le monde.

Quant à l'opinion publique... Elle est différente dans chaque pays, mais une constante se retrouve partout : personne ne veut de l'élargissement ! Il ne s'agit pas que d'un rejet de la Turquie ; la Bulgarie aussi est non désirée. Tout comme la Roumanie. Cela dit, si vous aviez interrogé en 1945 les peuples d'Allemagne et de France, qui venaient de sortir de conflits meurtriers étalés sur 30 ans, quant à l'idée de former une union entre ces deux pays, personne ne vous aurait répondu favorablement. C'est pour cela qu'il faut parfois passer outre à l'opinion publique pour réaliser des choses positives.

Il y a en Turquie une opposition nationaliste au gouvernement qui accuse ce dernier d'être trop en faveur de l'Europe. Qu'en pensez-vous ? N'y a-t-il pas des sujets délicats pour nous ?

Évidemment qu'il y en a ! Un problème est

fondamental, celui de la définition de la souveraineté nationale. La Turquie est encore un État-nation relativement jeune. C'est pourquoi les politiques fédératrices de souveraineté partagée vont nous poser de nombreux problèmes, car la Turquie n'est pas habituée à ce genre de situation. Certains appellent cela une inspection. Mais il faut toujours garder une vision large. La Turquie va récriminer, enrager, mais fera ce qui est nécessaire.

Certains parlent de « division », prévoient un « morcellement » de la Turquie...

Les habitants des pays de l'UE ne se lèvent pas chaque matin en se demandant comment ils vont s'y prendre aujourd'hui pour diviser la Turquie. Cela ne fait pas partie de leurs soucis. Tout le monde a ses propres problèmes. La plupart des Européens ne savent pas encore aujourd'hui où se trouve la Turquie. Il ne faut pas oublier que si

l'Europe avait vraiment voulu diviser la Turquie, elle l'aurait fait pendant la période de 1923 à 1952, c'est-à-dire pendant une période de relative faiblesse et avant qu'elle ne fasse partie de l'OTAN.

Après le 3 octobre, quels sujets poseront problème à la Turquie ?

Ce seront l'agriculture et les politiques régionales. Car la Turquie n'a pas de politique régionale. La Turquie est malheureusement un pays calqué sur le modèle français, jacobin et centralisateur. La politique municipale de l'AKP constitue une donnée importante. Les lois municipales viennent de changer, laissant beaucoup plus de prérogatives aux municipalités. Toutefois, adopter une structure fédérale comme l'Allemagne ou la Suisse n'est pas et ne sera pas d'actualité en Turquie.

Deuxièmement, la Turquie est encore un pays agricole. 30 % de la main-d'œuvre est agricole, constituée le plus souvent de paysannes illettrées... La transformation de l'agriculture sera longue et difficile, c'est un sujet auquel il nous faudra être très attentifs. Nous devons éviter de commettre la même erreur que la Pologne, c'est-à-dire supprimer les petits exploitants agricoles pour installer une agriculture surmécanisée et utilisant des produits chimiques en quantité. Un des avantages de la Turquie est de posséder un sol relativement propre. Par propre, je veux dire que des engrais chimiques ou des OGM n'y sont pas utilisés. Si la Turquie sait en tirer profit, elle peut devenir le grenier aux aliments biologiques de l'Europe.

Les Européens se posent des questions quant à l'adhésion de la Turquie en tant que membre à part entière. Que pouvons-nous dire sur les frontières de notre pays avec l'Irak ou l'Irak ?

La peur existe pour l'Europe d'avoir des frontières avec la Syrie ou l'Irak. Mais, comme on peut le voir, cette peur ne sert à rien. En ce moment même, une guerre a lieu en Irak, dans laquelle les États-Unis et le Royaume-Uni sont les forces majeures. L'Europe s'y trouve donc mêlée d'une manière ou d'une autre. Elle en subit les conséquences avec le terrorisme et la hausse des prix du pétrole. L'UE ne deviendra jamais une puissance mondiale si elle continue à refuser de tenir compte de ces réalités.

Que pensez-vous de la politique de l'UE au sujet du Moyen-Orient ? On a l'impression aujourd'hui que le Moyen-Orient est la « chasse gardée » des États-Unis.

C'est vrai. Les États-Unis ne laissent pas l'Europe s'impliquer au Moyen-Orient. La seule fonction de l'Union dans cette région est d'apporter une aide financière. Y exercer son influence n'est plus aussi facile. Jadis, les Anglais et les Français y faisaient ce qu'ils voulaient. Leur poids historique n'est certes pas négligeable mais, aujourd'hui, l'Europe n'a pas de politique étrangère commune. Et les États-Unis en profitent. L'Europe utilise un « soft power », une force douce. C'est-à-dire qu'elle essaie d'obtenir par un processus de négociation et de démocratisation voulue ce que les

États-Unis cherchent à imposer par la force brute. L'Europe cherche à moderniser ces pays par une lente évolution. Si elle y arrive un jour, elle sera alors devenue une puissance mondiale. La transformation et l'adhésion de la Turquie à l'UE est un instrument clé de cette future Europe politique à vocation universelle. Une Turquie prospère de 70 millions d'habitants engendrera une prospérité ne pouvant que s'étendre à l'ensemble de la région.

Le rôle de la Turquie dans la sécurité de l'Europe pendant la guerre froide était très important, mais il l'est encore plus aujourd'hui, n'est-ce pas ?

C'est un des sujets qui seront traités pendant les négociations. La Turquie possède un système militaire qui peut lui permettre de jouer un rôle majeur dans la sécurité de l'Europe. L'Europe compte au total 2 millions de soldats, pour 445 millions d'habitants. Sur les 70 millions de Turcs de Turquie, 800 000 sont des militaires.

Et c'est en plus une armée formée par l'OTAN...

C'est aussi important, en effet. La Turquie a beaucoup de choses à apporter aux Européens dans ce domaine.

La Turquie arrive-t-elle à faire reconnaître son image de lieu stratégique d'une manière efficace ?

Quand la Turquie aura réussi à prouver qu'elle est un pays démocratique, il n'y aura plus de problème. On peut citer l'influence de l'armée sur la politique du pays... Une armée efficace dans un pays démocratique, voilà qui ne peut qu'augmenter la puissance stratégique de la Turquie.

Pourquoi la Turquie ne réussit-elle pas à s'imposer sur le plan international ?

La Turquie souffre d'un manque cruel de politique étrangère. C'est un pays fondé sur des peurs. Depuis 1952, parce qu'elle a été rejetée par l'Europe, la Turquie est sous influence américaine. Ses positions de politique étrangère sont souvent les reflets de celle des États-Unis. Et, on peut ajouter à cela des problèmes historiques propres à la Turquie. Les relations avec l'Arménie, par exemple, sont basées sur un statu quo qui semble immuable. Pourtant, cela doit changer. La question arménienne finira par évoluer comme le problème chypriote s'est modifié. La perspective européenne est une donnée nouvelle, aussi pour la décripation nécessaire de la politique étrangère.

Propos recueillis par Mireille Sadège et Bilge Demirkazan

Qui est Cengiz Aktar ?

Directeur du département de l'Union européenne de l'Université de Bahçeşehir, Cengiz Aktar suit activement les développements de l'Union européenne depuis 1989. Il a été, de 1989 à 1994, vice-président du Comité de conseil inter-États, lié à l'OTAN, et s'est spécialisé dans les problèmes de l'immigration. Entre 1994 et 1999, il a été le représentant de l'ONU en Slovaquie.

2005, l'année des privatisations



*Selda Atik

Nous pouvons appeler l'année 2005 « l'année des privatisations » pour la Turquie. Mais pourquoi, alors que le concept existe depuis plus de vingt ans, a-t-il fallu attendre jusqu'à cette année pour que ce phénomène devienne apparent ? Définissons tout d'abord la privatisation : c'est le rachat par des entreprises du secteur privé d'organisations contrôlées, directement ou non, par l'État. L'objectif, ici, est de diminuer le contrôle de l'État pour raviver l'économie par la concurrence.

On peut remarquer en Turquie, depuis le 24 janvier 1980, un réel effort pour créer un système économique libéral ouvert vers l'extérieur. Le moyen d'y arriver passe par une « économie de marché », et donc une concurrence acharnée. C'est dans cette vision que les privatisations ont une importance capitale.

Dans le passé, l'obstacle aux privatisations a toujours été la politique étatique du gouvernement, soutenu par l'opinion publique

et l'administration. Mais cette attitude a eu pour conséquence de faire baisser le prix d'entreprises qui ont tardé à être mises sur le marché. Par ailleurs, cela a installé un climat d'insécurité inadapté aux investissements étrangers et locaux. C'est ce manque de confiance envers la Turquie qui a provoqué par deux fois l'annulation de la mise en vente de Türk Telekom et la baisse dramatique du prix de vente de Tüpraş.

Les raisons de l'augmentation du nombre de privatisations ces derniers temps sont l'installation d'un système de marché et de régulation des prix stable permettant des possibilités de gains supérieures, et une opinion générale sur la fiabilité des investissements en Turquie devenant positive.

Le deuxième objectif des privatisations est le profit non négligeable que va en retirer l'État. C'est d'ailleurs sur ce plan que se concentrent les critiques, et on entend sou-

vent dire que l'État chercherait à utiliser l'argent reçu des privatisations pour régler les dettes du pays. Ce type de déclaration semble aujourd'hui, dans le contexte de la Turquie moderne, très populiste. La Turquie est dorénavant un pays ayant réglé

Dans le passé, l'obstacle aux privatisations a toujours été la politique étatique du gouvernement, soutenu par l'opinion publique et l'administration.

la plupart des problèmes macroéconomiques auxquels il était confronté, et sachant s'adapter avec rapidité et efficacité aux situations changeantes du monde économique contemporain. Il ne fait aucun doute que les privatisations vont

rapporter beaucoup à l'État. Mais ce processus n'est pas mené dans le but de régler une situation dans l'immédiat, mais plutôt d'améliorer la santé économique de la Turquie sur le long terme.

Un autre point sujet aux critiques est la prétendue hausse du taux de chômage qui suivrait. Cette crainte est loin d'être réaliste, puisque la concurrence qui va s'installer dans le pays après les privatisa-

tions va au contraire relancer le marché de l'emploi.

En dehors de ces divers aspects du problème, les privatisations ont d'autres avantages : la diminution des activités de l'État va entraîner une baisse de ses dépenses, la promotion du secteur privé, la baisse de la corruption, la disparition de la main-d'œuvre non déclarée, la hausse de la productivité et, le plus important, une meilleure efficacité de l'État dans ses missions primordiales que sont la justice et la sécurité nationale.

D'un point de vue financier, les profits que la Turquie a réalisés ces 20 dernières années grâce aux privatisations se montent au total à 8 milliards de dollars. Rien qu'en 2005, 15 milliards de dollars ont été transférés dans les caisses de l'État. Et encore, beaucoup d'entreprises attendent d'être privatisées, comme Erdemir, Tekel Sigara (tabacs), Türk Hava Yolları (Turkish Airlines), Pektim, Milli Piyango et les sociétés de distribution d'énergie.

* Selda Atik, Chercheur à l'Université de Hacettepe, École supérieure de Sciences Sociales

La saga des cartes de crédit en Turquie



*Eda Bozköylü

Le projet de loi sur les cartes de crédit, depuis longtemps en cours de préparation par le gouvernement, a enfin été présenté au Conseil des ministres. L'objectif de cette loi est bien évidemment de remettre en ordre le problème des cartes de crédit en Turquie. Elle comprend donc d'importantes révisions, surtout en faveur des utilisateurs. Mais elle comporte aussi de nombreuses lacunes. Par exemple, aucune limitation des intérêts n'est proposée. La loi ne met en place qu'un protocole de calcul des intérêts. Quand on sait que la majorité des problèmes de cartes de crédit proviennent de taux d'intérêt exagérés, on peut facilement comprendre que cette lacune est loin d'être négligeable.

Le président de la Chambre de commerce d'Ankara, Sinan Aygün, explique la situation de cette manière : « Si 133 mille personnes sont dans l'impossibilité de payer leurs factures, si 800 mille personnes sont sur les listes noires des banques, si la dette par citoyen atteint 738 dollars par personne et 550 dollars par carte, cela veut dire que nous avons affaire à une crise des cartes de crédit. » Il ajoute : « Nous prévoyons que le nombre de personnes endettées à la fin de l'année 2005 atteindra 300 mille. Cela représente une augmentation de 200 % par rapport au nombre de personnes endettées pendant la crise de 2001, qui était alors de 111 mille personnes. Donc les consommateurs vivent aujourd'hui un malaise deux fois plus intense que la crise économique de 2001. L'inflation est désormais de 7,91 % par an. Les intérêts sur les crédits à la consommation atteignent 1,35 % par mois, et 16,2 % par an. Les taux globaux d'intérêt atteignent 15 à 18 % par an, tandis que les intérêts pour retard de paiement représentent 5 à 10 % des profits du Trésor Public. D'un autre côté, les cartes de crédit proposent des intérêts de 5,80 % par mois, ce qui représente environ 100 % d'intérêts par an.

Sinan Aygün déclare : « Si les dépenses par cartes de crédit augmentent de 54 % mais que les dettes ont augmenté, depuis juillet de l'année dernière, de 157 %, et de 67,5 % dans les sept derniers mois, la crise nous hurle littéralement qu'elle arrive, et même qu'elle est déjà là ! » En effet, les dettes impayées de l'année dernière s'élevaient à 420 trillions de livres, alors qu'elles atteignent 1,73 quadrillion de livres cette année. Aygün a précisé par ailleurs que les dettes à problèmes avaient, elles aussi, augmenté dans la même période, avec une hausse de 85 % en sept mois.

Le nombre de personnes endettées va dépasser 300 mille!

Aygün prétend que, depuis des mois, tout nous montrait que la crise allait se déclarer, mais que les signes n'ont pas été lus correctement : « Le fait que la loi soit retardée d'un mois a causé l'endettement extrême de 25 mille personnes de plus. Pendant les quatre mois qu'il a fallu pour enfin la présenter, 100 mille nouvelles victimes des cartes de crédit sont apparues. Cela représente un total à peu près égal à celui de la crise économique de 2001. »

Il continue en attirant l'attention sur les drames familiaux qui découlent de ces conditions extrêmes d'endettement, et précise que le centre d'appels de la Chambre de commerce d'Ankara a observé que le problème tournait à la véritable crise sociale. L'organisation éducative Bank-Sen a préparé un projet qui aurait pour but d'informer les consommateurs sur l'utilisation d'une carte de crédit, et de leur faire prendre connaissance des dangers qui les attendent. Il y est expliqué qu'un « bon » client – pour les banques – est une personne qui, plutôt que de payer toutes ses dettes chaque mois, n'en paie que le minimum, laissant le reste générer des intérêts.

Les cartes de crédit ne sont pas considérées dans le milieu bancaire comme une facilité de paiement, mais comme une source de profit pour la banque.

Il y est aussi déclaré que les cartes de crédit ne sont pas considérées dans le milieu bancaire comme une facilité de paiement, mais comme une source de profit pour la banque. Alors que la part des achats par carte de crédit est de 12 % en Turquie, elle atteint 17 % dans l'Union européenne et 24 % aux États-Unis.

Les principaux secteurs profitant des achats par carte de crédit étant l'alimentation et le textile, il faut aussi signaler que la Turquie est le seul pays permettant les achats à crédit au moyen d'une carte de crédit.

Que pensent les consommateurs à propos des cartes de crédit ?

La Chambre de commerce d'Ankara a rendu publics les résultats d'une enquête effectuée dans un grand centre commercial d'Ankara auprès de 3215 personnes. Voici quelques résultats : 70,6 % des utilisateurs de carte de crédit en possèdent plus d'une ; 61,3 % ne savent pas quels types d'intérêts sont liés à l'usage de leurs cartes et 54,5 % ne connaissent pas ce taux d'intérêt. 74,6 % trouvent que les taux d'intérêt sont trop élevés.

À la question « comment avez-vous acquis votre carte de crédit ? », 43,9 % ont répondu qu'ils l'avaient obtenue en faisant la demande auprès de leur banque, 26,9 % ont déclaré que la banque la leur avait envoyée sans qu'ils le demandent et 29,2 % l'ont obtenue en remplissant un formulaire de demande distribué en dehors des agences bancaires.

Elles provoquent des dépenses inutiles

À la question « faites-vous des dépenses inutiles avec votre carte de crédit ? », 21 % ont répondu « souvent », 54,7 % « de temps en temps » et 24,3 % « jamais ». On peut en conclure que 75,7 % des possesseurs de carte de crédit se laissent vaincre par les charmes de la dépense facile, mais la fréquence varie.

Cem Boyner, l'inventeur de la carte à paiements multiples en Turquie, déclare à ce sujet : « Le plus grand danger de ces cartes est la dépense accidentelle, impossible avec de l'argent liquide. Nous sommes attentifs cette année. Car l'argent plastique fait dépenser 4 fois plus que l'argent liquide. Plus le client se tourne vers les paiements en liquide, plus il dépense en faisant attention. Nos clients n'utilisent plus leur carte de crédit. La part des achats par carte chez Benetton est passée de 60 à 40 %. Je pense que les limites des cartes ont été atteintes, ce qui oblige les clients à se tourner vers le liquide. Les citoyens qui obtiennent des crédits à la consommation de leur banque les dépensent en liquide. »

D'un autre côté, la baisse des dépenses par carte ces derniers temps est loin d'être négligeable. Les cartes fournies par les banques, offrant des possibilités de paiements multiples incroyables et acceptées quasiment partout, voient s'effriter leur supériorité sur le paiement en liquide. Celui qui dépensait ses revenus annuels d'un coup avec un paiement en 12 mois, ou celui qui obtenait un crédit immobilier ou automobile, n'est plus intéressé par les charmes des paiements échelonnés. « Le liquide, c'est le confort », voila le sentiment généralement répandu de nos jours. Cette appréciation est celle de Cem Boyner, présentant ses services aux clients de ses 20 magasins Boyner et 8 magasins d'usine en Turquie, et du directeur de Mudo et ses 40 magasins, Mustafa Taviloğlu. Ce dernier déclare : « Les limites sont atteintes. Les consommateurs ne dépensent plus que s'ils ont de l'argent en poche, S'il n'en ont plus, que Dieu les protège ! » Les données financières corroborent ce fait. D'après le Centre de cartes interbancaire, l'augmentation des dépenses par carte entre les deux semestres de l'année 2004 était de 44 %, alors qu'elle n'est que de 12 % en 2005. C'est le taux le plus bas depuis les années de crise économique 2000-2001.

* Chercheur

Le pari du projet Marmaray : un tunnel ferroviaire sous le Bosphore



*Kenan Göçer

Le projet Marmaray, qui reliera Berlin à Bagdad, Londres à Pékin, Paris à Bakou, a une importance stratégique. Il a pour but de relier les réseaux ferrés d'Europe et d'Asie par la Turquie grâce aux 76,3 kilomètres d'un système ferroviaire de transports en commun connectant les deux rives d'Istanbul.

Le projet relie les voies des deux rives stambouliotes grâce à un tunnel ferroviaire passant sous le Bosphore. La ligne deviendra souterraine à Yedikule, passera par les stations de Yenikapı et Sirkeci, puis se glissera sous le Bosphore pour aboutir à la station souterraine d'Üsküdar et ressortir à la surface à Söğütluçeşme.

Une économie ravivée

Avec son sens de construction parallèle à la mer, le projet Marmaray nécessite, pour atteindre son efficacité maximale, que des connexions avec les centres névralgiques importants de la métropole, telles que Bakırköy-Bağcılar, Beylikdüzü-Yeşilköy, Ümraniye-Üsküdar, soient effectuées. Avec l'adjonction de la ligne de Yenikapı au métro de Taksim, le transport entre les trois quartiers de Beyoğlu, Eminönü et Kadıköy se fera par voie ferroviaire. Que les quartiers à haute densité professionnelle soient si bien reliés, et ce quelle que soit la météo, va rapidement raviver l'économie de la ville.

Les avantages du projet Marmaray peuvent se résumer ainsi :

Il remplace quatre ponts : le tunnel pouvant accueillir 4 à 5 fois la circulation la plus dense d'un pont, et ce par tous les temps, il est la seule solution adaptée au trafic

croissant de la métropole. La connexion des banlieues : assurant la liaison entre toutes les banlieues excentrées d'Istanbul, ce projet représente une véritable opération chirurgicale pour la métropole. De plus, avec un trajet Üsküdar-Emnönü plus rapide que celui d'Üsküdar à Çengelköy, le concept d'éloignement des deux rives est voué à disparaître.

Lorsqu'on le conjugue au projet de ligne ferroviaire entre Kars et Tiflis, contenu dans le VIII^e Plan de redressement national, on obtient un réseau permettant à l'antique Route de la soie de retrouver une certaine activité. Il permettra par ailleurs à la Turquie de jouer un rôle important dans la réhabilitation de l'Irak d'après-guerre.

Hausse de la rentabilité

Les liaisons facilitées entre les banlieues auront un effet immédiat et important sur la rentabilité de la ville. De plus, même si cette rentabilité n'augmentait que de 1 % en un an, cela couvrirait les frais de construction du projet. Si l'on veut donner un exemple plus concret, un citoyen habitant à Kocaeli pourra dorénavant sérieusement envisager de venir travailler au centre d'Istanbul pour la journée et, de la même manière, l'Université de Kocaeli pourra être comptée parmi les universités stambouliotes.

La situation dans l'Union européenne

L'UE a un projet d'unification sur les plans politique, militaire et économique, visant à faire diminuer la mauvaise répartition des revenus entre les régions, au niveau international. C'est pour cette

raison qu'un réseau ferroviaire en « toile d'araignée » reliant tous les pays membres devient une réalisation d'une importance capitale. Il en ressort que le projet de tunnel sous le Bosphore est aussi important pour la Turquie, aux yeux de l'Europe, que la mise en place des critères de Copenhague. Un troisième pont serait un obstacle sur la route

vers l'UE. Les critères politiques peuvent être modifiés en un clin d'œil par l'Assemblée nationale et appliqués par une volonté gouvernementale ferme. Mais on ne peut pas remédier aussi facilement à une urbanisation inadaptée. C'est un avantage, pour les pays de l'ex-bloc de l'Est, que d'avoir suivi un processus d'urbanisation sain, grâce à une économie planifiée. C'est pour toutes ces raisons qu'il serait plus difficile de régler les problèmes urbains que créerait un troisième pont sur le Bosphore que d'atteindre les critères de Copenhague.

Une ville plus vivante

Les zones à réhabiliter. De nombreuses constructions anciennes des zones de Kumkapı, Yenikapı, Üsküdar, Süleymaniye ou Yedikule, restées sans entretien depuis longtemps à cause de coûts de restauration trop élevés, verraient remonter leur valeur intrinsèque. Avec des coûts de restauration baissant rapidement, comme ce fut le cas à Beyoğlu, ces zones pourront échapper à l'abandon et permettront de rendre le Bosphore un lieu encore plus attrayant.

Le problème du logement. L'étape suivante du projet Marmaray, c'est-à-dire la liaison entre le centre de la métropole et les zones de Bahçeşehir, Çatalca, Büyükçekmece et Silivri, permettra de proposer à la vente les centaines de milliers de logements qui y sont déjà construits ou en cours de construction, allégeant ainsi le problème de surpopulation du centre ville.

Le tunnel pouvant accueillir 4 à 5 fois la circulation la plus dense d'un pont, et ce par tous les temps, il remplace quatre ponts.

Que les quartiers à haute densité professionnelle soient si bien reliés, et ce quelle que soit la météo, va rapidement raviver l'économie de la ville.

Une mer de Marmara plus propre

Lorsque la Corne d'Or a été nettoyée, cent mille tonnes de boues ont été retirées, mais les boues métalliques, chargées de métaux lourds, sont restées. La première étape du projet Marmaray est d'abaisser le niveau du fond du détroit grâce à deux grues géantes qui installeront par la même occasion les tunnels. Cette opération devrait permettre de retirer au moins cent vingt mille tonnes de boues à haute concentration en métaux lourds toxiques en provenance de la Corne d'Or. C'est une occasion unique pour la mer de Marmara de devenir beaucoup plus propre.

*Yrd. Doç. Dr. Kenan Göçer
Enseignant à l'Université de Beykent

Alef, atelier de joaillerie

Entrez dans les secrets du Grand Bazar en apprenant les techniques de la création de joaillerie dans un atelier d'art privé.

Formation en continu

Tél. 0 212 241 35 58
www.alefgaleri.com



Qui sont-ils, ces gens qui prétendent donner une identité à notre ville ?



*Tan Oral

La chambre des architectes a poliment parlé de « caprice ». Pourtant, il s'agit là d'une véritable insulte. Voilà comment on peut appeler cette opération, menée sans respect envers les habitants d'une ville laissée seule et sans protection face à un séisme dévastateur imminent. C'est le nom le plus doux que l'on peut donner à cette opération dont personne n'a entendu parler, à propos de laquelle aucun débat n'a été effectué, mais qui a été dévoilée dans un déchaînement de publicités tapageuses. Certes, on peut décider d'un projet immobilier inadapté ou incomplet. Mais si cette décision est dévoilée au public avec une telle débauche d'argent distribué aux médias pour en faire la publicité, et ce pendant plusieurs jours, on ne peut qu'oublier la décision elle-même pour se demander avec angoisse ce qu'elle cache. Quand bien

même on ne nourrirait pas d'inquiétude, l'insulte faite à la ville subsisterait. De quel droit osez-vous défigurer si violemment cette ville sans demander quoi que ce soit à ses habitants ?

La seule raison de cette agression est l'argent. C'est le prix de l'insulte. Et les règles de ceux qui n'ont qu'à se baisser pour ramasser cette fortune deviennent alors claires comme de l'eau de roche. D'un autre côté, ceux qui possèdent réellement cet argent et qui financent cette horreur vont tout faire pour donner une justification à ce projet de tours s'élevant en hideuses spirales. Toutes ces règles et ces justifications ont déjà commencé à alimenter le débat entre les spécialistes : que va apporter ce projet à la ville, et qui va en profiter ?

Quand on regarde les photos virtuelles de ces ignobles tire-bouchons, on ne peut que penser à ces esquisses fantaisistes d'élèves en première année d'architecture, encore ignorants des lois sismiques et recherchant l'originalité pour l'originalité. Certes, la

fantaisie peut être belle, et même nécessaire, quand elle met en valeur ce qui est réellement important en créant une sensation d'étrangeté. Mais cela ne peut durer qu'un temps. Si elle se prolonge à long terme, cette différence finit par déranger. Voilà le risque que ces tours en spirale représentent pour Istanbul.

Mais Istanbul n'est justement pas un salon d'architecture ! Que dire de ces dirigeants qui, méprisant l'histoire et l'âme millénaire de cette antique cité, lui ont préféré des relations mondaines basées sur le profit et cherchent à la transformer en espace de foire ? Pire encore, ils tentent de justifier leur forfaiture en utilisant des arguments pitoyables et ridicules, reflets de leur ignorance. Ces tours en spirale donneraient une identité à Istanbul !... C'est une insulte envers Istanbul et les Stambouliotes. Si elles représentent quelque chose, il ne peut s'agir que d'un trompe-l'œil dissimulant l'inconsistance de leurs décideurs !

* Caricaturiste au quotidien Cumhuriyet



Şişli : centre financier d'Istanbul

(Suite de la page 1)

inspirés pour moderniser Nişantaşı. Nous avons ainsi fait de Nişantaşı un lieu attirant. Vous pouvez trouver à Nişantaşı les produits de toutes les grandes marques mondiales. Le prix des loyers est monté de 2000 dollars à 8000 - 9000 dollars. Vous trouverez difficilement un quartier dans le monde dont les loyers ont vu leur prix augmenter de 300 %.

Je pense qu'aujourd'hui, avec Nişantaşı, nous avons largement rejoint Paris, et ce sur plusieurs points. Avec nos cafés, nos services, ... À Paris, on connaît bien les problèmes que pose le service offert dans les restaurants et les cafés ; on n'a que rarement affaire à des visages souriants. Dans les domaines de la protection du patrimoine, de la culture ainsi que de la planification sociale, nous avons aussi dépassé Paris. Il ne sert à rien d'être humble à ce sujet, les faits sont là. Mais il nous reste d'autres lacunes. Alors que chaque année 20 à 25 millions de touristes visitent Paris, leur nombre reste trop restreint pour Istanbul. La raison en est le manque d'image de la ville à l'étranger. C'est à cela qu'il faut œuvrer activement pour faire augmenter la présence de la ville dans la presse étrangère.

Que pensez-vous de la restructuration d'Istanbul avec des gratte-ciel ?

À Paris aussi, il y a le vieux Paris, et le Paris moderne. Je ne suis pas contre les gratte-ciel, mais j'aimerais bien appliquer ce système à Istanbul. On peut très bien créer un nouvel Istanbul à 80 ou 100 kilomètres du centre-ville, les gratte-ciel y



seront à leur place. Si vous construisez une tour au centre-ville, la circulation empire, la ville s'en voit déformée et les habitants sont malheureux. Mais pour un tel projet, des connexions entre les réseaux de métro et les autoroutes sont nécessaires.

Donc, monsieur le Maire, Şişli n'aurait aucun problème ?

Si, évidemment. Les problèmes de circulation et de stationnement sont majeurs. Il faut que les citoyens se disciplinent. On doit apprendre à respecter les règles de la vie sociale. On voit trop souvent certains de nos citoyens parquer leur véhicule au centre-ville puis s'en aller. Si vous le faites en France, vous recevez une amende de 300 euros. Si vous restez 15 minutes de plus, elle monte jusqu'à 400 euros. Il nous faut donc aussi rendre progressif le montant des amendes. Pourquoi celui qui respecte les lois serait-il pénalisé ? Celui qui ne les respecte pas bloque la circulation. Pourquoi les camions de livraison des magasins parisiens ne peuvent-ils entrer en centre-ville qu'entre 22 heures et 6 heures du matin, alors que les nôtres circulent toute la journée ? Je veux apporter des réponses à ce genre de question. Voilà nos lacunes, et il faut absolument les combler avec des nouvelles lois plus adaptées.

Parlons un peu du caractère cosmopolite des habitants...

Mon premier adjoint est arménien, par exemple. En effet, nous n'avons pas le droit de prendre en compte la religion, l'ethnie ou la culture des citoyens. Personne ne sait d'avance où il va naître ni comment il sera considéré. Nous ne faisons pas de ségrégation. Nous offrons tout notre soutien aux églises, aux synagogues et aux mosquées de notre quartier, et cela ne va pas s'arrêter. Nous avons 28 000 habitants orthodoxes, juifs ou arméniens.

Quels sont les projets de la mairie de Şişli ?

Nous projetons de construire des parkings à plusieurs étages, un Centre de Congrès et de Sciences, un Centre de jeunesse et enfin un refuge pour femmes.

Vous vivez dans une douce concurrence avec la rue d'Istiklal...

Nous avons mis en place le changement, c'est la rue d'Istiklal qui nous a suivis.

Mais cela nous fait aussi plaisir. Si seulement nous pouvions y retrouver cette ambiance des années 1970. Je ressens encore parfois un manque de qualité.

En plus d'être maire de Şişli, vous avez aussi une situation politique particulière. Êtes-vous le futur président du CHP (le Parti Républicain Populaire) ?

Je ne souhaite pas devenir le président du CHP, ni ne souhaite que les présidents futurs aient aucune autre fonction. Le CHP n'a pas besoin de nouveau président. Le CHP et la Turquie ont besoin d'un nouveau Premier ministre. J'ai mis en place un mouvement populaire. Je me dresse et me révolte contre les injustices, les dérives anti-démocratiques et les excès du président actuel et de ses seconds. Alors que l'Union européenne est d'actualité, une loi sur les élections ne l'est pas. Il y a en ce moment à la tête du parti CHP des gens au service du pouvoir, pas d'une république laïque et démocratique ou de la paix dans le monde. Je ne tire pas ma force de mon pouvoir, mais d'abord de Dieu, puis de mon propre caractère et du soutien du peuple. J'affirme quelque chose : ceux qui ne réussissent pas vont s'en aller petit à petit et laisser leur place à des gens plus aptes. En politique, le succès est acquis quand votre parti accède au pouvoir. Si vous ne le portez pas jusque là, vous ne serez jamais considéré comme performant.

Nous avons conscience de vos aspirations. Si vous quittez vos fonctions de maire de Şişli pour devenir Premier ministre, qui vous remplacerait ?

Je fais de la politique depuis 1974. J'ai occupé des fonctions à tous les niveaux dans le CHP. C'est une sorte de jeu. Le « moi » n'existe pas, seul le « nous » a un sens. J'ai de nombreux amis dans le mouvement social-démocrate. Le monde entier s'intéresse à eux, seul M. Baykal ne le fait pas. Un exemple si vous le voulez : un des physiciens les plus éclairés du monde, Erdal İnönü, est membre du CHP, mais il en a été dégoûté. De même pour le célèbre écrivain Altan Öymen, qui n'a même pas été délégué. Idem pour Hikmet Çetin ou Kemal Derviş. Et il y en a encore beaucoup d'autres...

Que pensez-vous au sujet de l'Union européenne ?

La Turquie doit absolument entrer dans l'Union européenne. Le soutien pour la Turquie à l'étranger vient des sociaux-démocrates et des verts. Ces partis sont au même niveau que le CHP. Je vais me rendre de nouveau à Bruxelles pour y remercier certaines personnes. L'adhésion de la Turquie à l'UE est une condition sine qua non de son développement. Nous sommes en période de négociations. Pendant ce processus, des critiques seront faites, des autocritiques seront à faire, la vie de la Turquie sera mise en avant, tout cela sera discuté, mais j'espère de tout cœur que la Turquie adhérera à l'Union. Mon seul regret est que j'aurais préféré voir un président social-démocrate signer les négociations finales. Alors que tout notre soutien en Europe vient de ces partis, c'est le leader d'un parti proche des démocrates chrétiens qui est en place. Voilà ce qui me gêne. Je souhaite que les sociaux-démocrates accèdent au pouvoir en Turquie et c'est là mon combat.

Le CHP est un parti social-démocrate. Que s'y passe-t-il donc ?

Le plus grand obstacle à un gouvernement social-démocrate en Turquie est son président actuel M. Baykal. Le seul parti qui s'est effondré alors qu'il représentait l'opposition est le CHP. Que Baykal réfléchisse à cela. Qu'il arrête de faire des comptes sur la durée de sa fonction à la tête du parti. Il y a des millions de personnes souhaitant, mais ne pouvant pas, voter pour un parti social-démocrate capable de faire entrer une Turquie démocratique, moderne, laïque et kémaliste dans le monde moderne.

Parlons aussi du club de Galatasaray. Quand en serez-vous le président ? Après vous être retiré de la politique ?

Pendant la présidence de Faruk Süren, j'ai fait partie du comité de direction pendant 5 ans, et nous avons été champions 4 années de suite, et avons ramené la Coupe de l'UEFA et la Super Coupe en Turquie. Galatasaray représente une image de marque de la Turquie. Que cette image tombe dans une situation négative m'attriste tout autant que le peuple. Il faut lui redonner son importance d'antan.

Propos recueillis par
Hüseyin Latif et Bilge Demirkazan

“ Aujourd'hui la Turquie ” au cœur de l'intégration de la Turquie à l'UE.

(Suite de la page 1)

ce succès ne doit pas nous faire perdre de vue les défis à relever aussi bien pour la Turquie que pour l'UE. La première doit s'engager réellement dans la mise en place des réformes indispensables à son intégration et la seconde doit entamer des réformes afin d'assurer son élargissement à un grand pays comme la Turquie.

Durant ce processus, les relations France-Turquie seront très importantes. Une Turquie davantage intégrée politiquement et économiquement dans l'UE ne peut être qu'un partenaire indispensable de la France. Il est alors essentiel de mieux faire connaître la France en Turquie et vice versa. La Turquie a tout intérêt à développer des relations solides avec la France afin de rapprocher les opinions publiques

des deux pays. Et c'est là qu'apparaît l'importance de notre journal “ Aujourd'hui la Turquie ” qui a pour objectif d'établir un pont entre la Turquie et la France mais également l'ensemble des pays francophones. Nous voulons faire connaître la Turquie d'une manière juste et objective, donner la parole au travers de nos pages aux différents acteurs et responsables à propos des enjeux et des difficultés de l'intégration de la Turquie dans l'UE, mais aussi comprendre les attentes et les appréhensions des Européens. Bref, notre but est d'aider au rapprochement et de faciliter la compréhension mutuelle de part et d'autre.

Avec plus de vingt mille lecteurs, notre journal continue de paraître sans aucun appui financier ni politique et il a su trou-

ver une place importante dans les échanges franco-turcs tout comme au sein de la francophonie, grâce à la collaboration d'une vingtaine de bénévoles. Je tiens à citer certaines personnes afin de les remercier pour les sincères encouragements qu'elles nous apportent : le recteur de l'Université de Galatasaray, M. Duygun Yarsuvat ; l'ambassadeur de France à Ankara, S. E. Monsieur Paul Poudad, et l'ambassadeur de Turquie à Paris, S. E. Monsieur Uluç Özüiker. Un remerciement tout particulier à S. E. Monsieur Yves Brodeur, ambassadeur du Canada à Ankara, et Mme Sylvie Gauvin qui nous a écrit un article très intéressant au sujet de la francophonie dans ce numéro. Jeune chercheur et enseignant à l'Université de Marmara, M. Laurent Godmer mérite aussi d'être cité ici, qui nous a

préparé un article d'analyse et de synthèse portant sur les universités privées, très en vogue en Turquie.

Je remercie également Madame Serpil Varol, directrice de l'office du Tourisme turc à Paris, de l'intérêt qu'elle porte à notre journal, et qui nous a confirmé l'augmentation du flux de touristes français en Turquie, ce qui ne pourra que contribuer au développement de notre journal.

Pour finir, je tiens à vous signaler qu'en raison des jours fériés en France et en Turquie, nous vous avons préparé un double numéro spécial de 16 pages couvrant les périodes de novembre et décembre 2005.

Alors, à l'année prochaine et bonnes fêtes.

Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif
Enseignant à l'Université de Beykent
Docteur de l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris III

Le journalisme télévisé en Turquie

Erkan Oyal est journaliste ; il a travaillé de nombreuses années pour les radios et les chaînes de télévision publiques (TRT). Aujourd'hui présentateur-vedette à TV8, il nous a accueillis dans les locaux de la société de publicité Arasta et a bien voulu répondre à toutes nos questions concernant les médias en Turquie. Du traitement de l'information au phénomène des reality-shows, il nous a livré son opinion, ses critiques et ses inquiétudes.



Erkan Oyal

Quelle est la différence dans la préparation et la présentation des journaux télévisés entre la Turquie et l'Europe ?

Avec l'importance des médias toujours croissante dans notre monde moderne, celle des journaux télévisés a aussi augmenté. Nous avons encore des lacunes dans la présentation de ceux-ci. Mais la Turquie n'est pas pour autant indifférente aux évolutions de forme et de contenu des journaux télévisés européens. Des problèmes structurels existent dans la presse et le journalisme turcs, en grande partie liés à la législation du pays. Nous ne sommes pas aussi libres qu'en Europe. La liberté de parole des journalistes n'est pas un droit reconnu par tous comme là-bas. Un journaliste a beaucoup plus les moyens de faire son métier en Europe qu'ici. En Turquie, les journalistes sont souvent découragés d'exercer leur métier, à cause des obstacles qui se dressent devant eux. Et comme les lois ne redressent pas la situation, le contexte devient malsain. Ce que je veux dire par là, c'est qu'en Europe un système, un cadre bien précis, est installé de manière permanente.

L'histoire du journalisme télévisé en Turquie commence avec moi, c'est-à-dire en 1969. Cela fait donc 35 ans, ce qui est bien peu, en comparaison de l'Occident. Le secteur privé, lui, est apparu en 1990. Avec ses 15 ans, il en est encore au stade infantile.

En Europe, le patron d'un journal ne dirige que son journal, mais ici il dirige tout ce qui lui tombe sous la main. Le Groupe Doğan possède des centrales électriques, des usines automobiles, des succursales, des journaux, des chaînes de télévision. En Europe, pour empêcher les monopoles, des séparations sont installées entre les médias. Quel type de séparation ? Un propriétaire de journal ne peut créer ou acquérir une

chaîne de télévision ou de radio. Ici, chacun fait ce qu'il veut. Celui qui n'a pas son journal ou sa chaîne de télévision n'est pas considéré comme un véritable homme d'affaires. C'est pourquoi ces médias sortent du cadre dans lequel ils devraient rester. Les patrons les voient comme un outil logistique pour leur ambition personnelle. Ils utilisent les manchettes pour peser sur les décisions du gouvernement. Le journalisme est alors détourné du rôle d'informateur rapide et objectif qui doit être le sien dans une démocratie libérale. Les pays occidentaux veillent à bien préserver cette mission du journalisme. Chez nous, les médias sont trop souvent utilisés comme un outil dans le but d'influencer le gouvernement et l'opinion publique, ou pour faire augmenter les gains des patrons de presse dans leurs autres secteurs d'activité.

Mais quand ces problèmes seront-ils résolus ? Que pensez-vous ?

L'adhésion à l'Union européenne va entraîner de nombreux changements, et c'est déjà le cas. Un exemple très important en Turquie : le secret d'État. C'est un des plus grands obstacles à l'expression des médias turcs. Il nous est impossible de donner une information de source officielle. L'État a une grande importance à la fois sociale, économique et psychologique

en Turquie, et est donc une ressource médiatique phénoménale. Une nouvelle loi vient d'être votée, mais qui sait comment elle sera appliquée ? Comme vous le savez, même faire des recherches dans des archives pose parfois des problèmes. Il est très difficile de changer la position de force de la pensée étatique en Turquie. Je crois que nos relations avec l'UE vont améliorer cette situation. Il semble bien que les Européens soient conscients de ce problème, car ils y accordent beaucoup d'importance dans leurs propres pays.

Peut-on dire que présentateur du journal télévisé soit un métier à la mode ?

C'est le cas depuis longtemps déjà.

Aujourd'hui ce sont davantage des jeunes ayant une formation de comédien qui s'intéressent de à ce métier, pourquoi ?

En ce moment, la mode est à l'anchorman. Un anchorman, c'est un présentateur sur les grandes chaînes. Ce concept est basé sur la confiance et l'importance. Si vous recherchez le sens du mot, vous voyez que l'idée de jeter l'ancre

est liée à la notion de confiance. J'ai eu la chance d'être formé par la TRT pour être présentateur de journal télévisé. C'est mon style de journalisme. La TRT et moi avons posé les principes de ce métier : le sérieux, un turc parfait et articulé, le respect des téléspectateurs. Mais, avec les journalistes qui se sont mis à ce métier, le turc employé a dégénéré. Les exemples sont nombreux, vous pouvez les voir même sur les grandes chaînes. Comme ils viennent tous du journalisme classique, ils n'ont jamais

reçu de formation en turc et le respect de la langue n'a pas vraiment d'importance. Pour eux, les points fondamentaux sont la vitesse et le confort. À la place du sérieux, ils ont apporté le confort. À la place d'un turc correct, ils cherchent à « apporter les informations les plus importantes de la journée de la manière la plus frappante ». Et il faut aussi séparer les chaînes d'information et les chaînes populaires. CNN-Turquie, NTV se donnent le nom

de chaînes d'information et proposent des journaux télévisés toute la journée. Les autres remplissent leurs grilles avec des programmes populaires, puis un ou deux jeux, et abordent le journal télévisé avec des informations « grand public ». Ce n'est pas le cas en Europe, pas à ce point-là. Je relie cela au médiocre niveau de culture en Turquie et à la curiosité malsaine qui en découle.

Certaines choses excitent la curiosité du peuple turc. Une célébrité a divorcé, voilà la nouvelle numéro 1. Pourquoi a-t-elle divorcé, qui a trompé qui ? Ou alors une information est pêchée sur Internet et on construit toutes sortes de débats autour. Tout cela n'est pas de la vraie information. Ce jour-là, on aurait pu donner des nouvelles importantes au sujet de l'UE, d'un tremblement de terre, d'inondations... On aurait pu informer sur les événements au sein de l'Assemblée Générale, les relations entre le gouvernement et l'opposition. Mais la tendance d'aujourd'hui est de laisser de côté ce qui importe pour aller vers le sensationnel. C'est loin d'être la ligne de conduite à suivre.

Peut-on expliquer cela par la dépolitisation de la société ?

C'est un problème important, évidemment. Un des résultats du 12 septembre est que la société s'est éloignée non seulement de la politique, mais même de la démocratie. Tout cela est lié à l'importance donnée à l'argent, et à la façon dont les gens évaluent leur vie par rapport à l'argent qu'ils possèdent. Toutes nos valeurs s'en voient changées. C'est un paradoxe : nous sommes un pays musulman qui peut consommer sans vergogne des images sans pudeur et sans culture. Le programme « Biri Bizi Gözetliyor » (le Loft Story turc NDLR), par exemple, en est la preuve : tant de subjectivité, de voyeurisme s'y retrouvent ! Certes, l'Europe aussi fait place à ce genre de programme, mais on attend un comportement différent de la part d'un pays musulman. C'est ce qui rend spéciale la Turquie, je pense. Nous ne sommes pas une société du Moyen-Orient, au contraire, nous sommes une société curieuse et changeante. Nous cherchons à nous rapprocher de l'Occident. Alors que certains des nôtres s'en vont vers l'Ouest, d'autres courent dans le sens contraire. Ce sont quelques unes de nos caractéristiques psychologiques. Et c'est ce qui rend si colorée notre manière de voir le journalisme.

Heureusement, certains essaient encore d'informer sérieusement le public. Par exemple TV8. Les gens y sont recrutés

en fonction de cela, une synergie est créée, la vérité est recherchée...

De quoi souffre surtout l'information en Turquie ?

C'est de la censure. Elle ne vient pas forcément de l'État. Il existe aussi une autocensure que nous exerçons sur nous-mêmes. Nous réfléchissons à ce que vont dire le gouvernement, le patron, les banques, ... Néanmoins, la rapidité de l'information corrige plus ou moins

cela. Sitôt qu'une dépêche arrive, vous la communiquez immédiatement et la censure n'a plus alors lieu d'être. C'est en général ce qui se passe. Les médias sont de toute façon le miroir de la société. Et les problèmes de la société sont ceux des médias. Il y a des monopoles en Turquie, c'est aussi le cas dans les médias. Et si la société s'éloigne de la politique et banalise l'expression personnelle des idées, les médias doivent suivre la voie, voire même être des précurseurs dans ce domaine.

Quelle est notre préoccupation commune dans les médias ? Être regardé. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour être regardés. Quand je parle de célébrités, je sais que mon audience va augmenter. Mais la qualité de l'information va baisser par la même occasion. C'est pour cela que le taux d'écoute, à mon avis, n'est pas un critère de qualité pour les journaux télévisés, contrairement aux feuilletons.

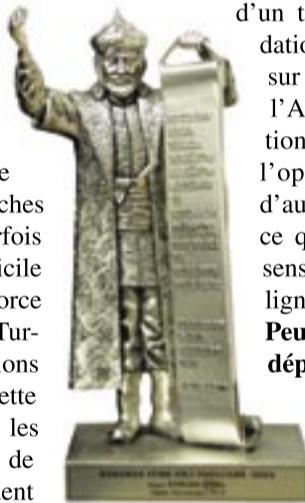
Vous savez ce que font les grandes chaînes ?

Elles commencent le journal télévisé 5 ou 6 minutes avant 19 heures. Et celui-ci vient toujours après un feuilleton très regardé. Tout cela a pour but d'éviter que le téléspectateur ne zappe. On pourrait se passer de tout cela. Oui, c'est vrai, le journal télévisé génère d'importantes recettes publicitaires car c'est un moment de prime-time très regardé. C'est pourquoi les chaînes peuvent gagner beaucoup d'argent pendant cette période. Non seulement elles gagnent de l'argent avec leurs films, mais elles veulent désormais en faire autant avec leurs journaux télévisés. C'est loin d'être une approche saine du journalisme.

*Propos recueillis par
Bülge Demirkazan*



Des problèmes structurels existent dans la presse et le journalisme turcs, en grande partie liés à la législation du pays.



Club de Galatasaray : le prestige et la sélection



Turgay Kiran

Ils sont nombreux ceux qui ont déjà entendu le nom de Galatasaray désignant l'équipe de football turque vainqueur de la Super Coupe et de la Coupe de l'UEFA en 2000. Mais ce que l'on connaît peut être moins bien, c'est le club de Galatasaray, le plus fermé de Turquie. Nous avons rencontré Turgay Kiran, président adjoint et porte-parole du club, ainsi que membre du comité de direction de l'association de commerce France-Turquie. Il nous parle avec beaucoup de franchise du club, des joueurs mais aussi des problèmes financiers.

Quel type de club est le Galatasaray ? Qu'est-ce qui le rend différent des autres clubs ?

La principale différence est que l'équipe du Galatasaray a tout d'abord été celle du lycée de Galatasaray, appelé auparavant lycée Sultaniye. Ce n'est que bien plus tard, lorsqu'il y a eu des apports extérieurs, que le club du Galatasaray a été fondé.

Est-il vrai que, contrairement aux autres clubs, peu de personnes extérieures peuvent prétendre devenir membre du Galatasaray ?

Au début du XX^e siècle, comme la popula-

tion stambouliote n'était pas encore stable, nous avons instauré de sévères limitations, grâce à notre statut d'association, pour éviter d'être envahis. Fenerbahçe et Beşiktaş ne demandent à leurs membres que d'être bons et efficaces. Ce n'est pas suffisant pour nous.

Cela peut être considéré à la fois comme un avantage et comme un inconvénient. Il n'y a que peu de clubs faisant partie des « grands » qui possèdent une structure associative. Fenerbahçe et Beşiktaş comptent entre 15 000 et 20 000 membres, alors que nous n'en avons que 6 000.

On dit souvent qu'il n'y a pas de démocratie au Galatasaray, que le président a toujours le dernier mot et que les membres du Galatasaray s'en félicitent. Est-ce vrai ?

Oui, c'est vrai. Nos statuts donnent de grands pouvoirs au président. Celui-ci pourrait, s'il le souhaitait, prendre une décision sans en référer au comité directeur. Mais il est évident que les présidents se comportent, dans la pratique, de la manière la plus démocratique qui soit, pour s'adapter à l'époque moderne.

Tout le monde sait que le club a des difficultés financières. Quelles en sont les causes ?

Tous les clubs de Turquie ont des difficultés financières. Les profits du Galatasaray proviennent des billets vendus à chaque match, des produits dérivés, de la publicité et des droits télévisés. En tout, le club gagne environ 35 millions de dollars par an. Aujourd'hui, nos dépenses atteignent 40 à 45 millions de dollars. Cela est aussi

valable pour les autres clubs. Les prix des joueurs engagés sont très élevés. D'autres difficultés financières proviennent de la réussite du Galatasaray en Coupe de l'UEFA et en Super Coupe. Ce type de réussite ne s'obtient

pas sans dépenser d'argent. En faisant ces sacrifices financiers, le Galatasaray a obtenu un succès sportif dont personne en

Turquie ne s'était même approché. Tout cela ne signifie pas pour autant que le Galatasaray soit en difficulté. Les membres du club ont connaissance des problèmes et font tout ce qui est en leur pouvoir pour les résoudre, que ce soit à l'aide de crédits ou en construisant de nouveaux projets.

Parlons un peu des médias. Ne pourrait-on pas mettre en place une structure qui éclairerait l'opinion publique et informerait les supporters, plutôt que de voir ses secrets révélés contre son gré ?

C'est très difficile. Tout d'abord, lors des négociations, vous êtes en contact direct avec le footballeur concerné ou bien son agent. Ce dernier, dans le but de faire augmenter la valeur du joueur sur le marché, prévient secrètement les autres clubs de l'offre que vous lui avez proposée. Il va aller dire, par exemple à Fenerbahçe ou Beşiktaş : « le Galatasaray est prêt à payer un million pour ce joueur, sachez-le. » Ces clubs répondent par une offre de 1 million et demi. Vous ne pouvez tenir secret ce genre de choses. Les supporters du Galatasaray peuvent obtenir des informations certaines sur notre site internet. Comme nous n'avons pas de chaîne de télévision, il leur faut passer par notre site ou notre revue. Mais cela pose un problème, car la télévision est vraiment, de nos jours, entrée dans les mœurs. Si nous étions sûrs que le projet soit rentable, nous déciderions de créer notre propre chaîne.

Où en est le projet de Seyrantepe ? Et il y a aussi le projet de Riva...

Les droits d'utilisation du terrain de Seyrantepe ont été concédés au Galatasaray pour 30 ans. Nous avons renoncé à notre projet de construction d'un centre commercial et d'une zone résidentielle, car notre vrai objectif est de construire ce stade

dont le Galatasaray a tant besoin. Dans les jours qui viennent, la construction du stade va commencer et le projet va réellement prendre vie. Quant à Riva, ce site revêt pour nous une importance primordiale. Les 1200 hectares de terrains qu'on y trouve ont une valeur de 100 millions de dollars. Nous avons des projets d'accord avec les banques Yapı Kredi, İş Bankası, Denizbank et Vakıflar Bankası. Les 900 ou 1000 habitations qui vont y être construites représentent un investissement de 350 millions de dollars. Et le Galatasaray obtiendra évidemment un pourcentage important de l'opération.

Vous vous êtes fait aimer des supporters avec votre éternel sourire et vos attitudes sympathiques. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi vous êtes si différent ?

J'ai beaucoup de collègues qui sont souriants. J'ai toujours veillé à ne pas perdre de vue que je n'étais pas né patron et à rester un homme du peuple. C'est pour cela que les relations que j'établis et ma vision de la vie sont différentes. Quand j'arrive quelque part, c'est avec mon équipe. Je pense que, de nos jours, nous sommes à une époque où les valeurs intellectuelles sont plus importantes que les valeurs matérielles. Ces dernières proviennent souvent de fortunes familiales que l'on essaie de garder et de développer. Je n'ai pas une telle fortune, mais j'ai mon intelligence pour moi. Nos projets sont basés sur un système économique ne nécessitant aucun apport financier. La situation est identique en Europe. Des dirigeants comme nous, sympathiques, voyant loin, plus éclairés, viennent de plus en plus exercer dans notre pays. Aujourd'hui, je pense que nous avons besoin de dirigeants que les supporters vont comprendre et apprécier, et qui sauront marcher aux côtés du peuple.



Envie de faire passer une publicité dans nos pages ? Contactez-nous au 0 216 550 22 50.

Bulletin d'abonnement (Turquie)

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 50 exemplaires 300 €

Prénom : Nom :

Adresse :
.....

Ville : Code postal : Pays :

N° de téléphone :

Email :

Date :/...../.....

Signature :

Mode de paiement (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul
no de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@alaturque.com

alt 7-8

Bulletin d'abonnement (Europe)

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 50 € 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 50 exemplaires 400 €

Prénom : Nom :

Adresse :
.....

Ville : Code postal : Pays :

N° de téléphone :

Email :

Date :/...../.....

Signature :

Mode de paiement (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Credit Lyonnais
no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France
Tél. 01 42 29 78 03 Fax: 01 42 29 54 20 - Email: cvmag@cvmag.fr

alt 7-8

La particularité du football turc

Gündüz Tekin Onay et Güntekin Onay, le père et le fils, sont tous les deux des personnalités connues dans le monde du football en Turquie. En répondant à nos questions, ces deux passionnés de football ont analysé, commenté mais aussi critiqué le football en Turquie, ses excès, ses dérives, ses problèmes et les enjeux actuels, mais également ce qu'il y a de passionnel dans ce sport qui, sans conteste, ne laisse indifférents ni les Turcs ni les médias qui en font leur show.

Ces derniers temps, nous voyons sur les écrans beaucoup de commentateurs qui n'ont rien à voir avec le football. On assiste à une dégénérescence qui atteint les programmes de football sur les chaînes télévisées. Pourquoi en est-on arrivé là ?

Güntekin Onay : En fait, il faut regarder aussi la culture dans son ensemble en Turquie. Cette dégénérescence ne concerne pas seulement le football, mais beaucoup d'autres domaines. Qu'est-ce qui est la règle en Turquie, pour que le jeu des footballeurs ou les activités liées à ce secteur soient aux normes ? Les résultats obtenus par nos équipes lors des compétitions européennes le montrent : dans un pays où tout n'est pas parfait, où il y a des failles, on va nécessairement trouver des défauts dans ce domaine aussi. Je travaille en ce moment pour la chaîne de télévision NTV. Les programmes de notre chaîne sont très réussis, et de haut niveau. Bien sûr, les attentes du public que vous visez, et ce que vous lui apportez, c'est très important. Il va sans dire que la multitude des chaînes, des émissions, des commentateurs fait baisser la qualité, et diminuer la sélectivité.

Gündüz Tekin : J'accepte entièrement le fait que football ne doit pas appartenir uniquement à ceux qui le pratiquent. Le fait de le vivre est aussi un facteur important. Sentir l'odeur de la transpiration dans les vestiaires, ressentir cette excitation au bord du terrain, cela fait partie des nombreux facteurs très importants. Quand on

Qui est Gündüz Tekin ?

Un des noms les plus importants de la formation des jeunes footballeurs en Turquie, Gündüz Tekin a été entraîneur et coordinateur de l'équipe nationale « espoirs » et est aujourd'hui conseiller principal de la TÜFAD (Association des Entraîneurs de Football de Turquie).



observe par exemple ce qui passe dans le reste du monde, on se rend compte que les entraîneurs, les directeurs techniques, les managers, surtout les plus connus, commentent des matches après avoir arrêté le football. Chez nous c'est tout le contraire : ce sont des économistes, des étrangers au sport qui commentent les matches de football. Les journalistes se réservent, bien sûr, la part du lion. Les commentateurs issus du milieu footballistique se comptent sur les doigts d'une seule main. Il y a tellement de chaînes que les téléspectateurs sont fatigués et n'arrivent plus à suivre. À mon avis, la plupart de ce qui se dit n'est que théorique et sans intérêt. Quelquefois, j'ai envie d'intervenir lorsque je vois ça. Techniquement parlant, les commentaires sont tellement erronés que ça me rend fou. Par exemple :

« Je ne sais pas qui a dit ça, mais c'est vrai, regardez il ne court pas ! » Comprendre le jeu, le déchiffrer, cela demande de l'expérience et un bon sens de l'observation. Certains joueurs courent beaucoup mais sans que cela soit utile, et d'autres courent peu, mais savent le faire au moment où il le faut.

Güntekin Onay : Je voudrais ajouter quelque chose. La nouvelle tendance est d'adopter un point de vue négatif sur tout. Prenons l'exemple de Daum : il a été sacré champion en jouant à Besiktas, et cela a continué pendant deux saisons consécutives, avec Fenerbahce. Il a donc été champion à trois reprises en Turquie, au cours de sa carrière. Aujourd'hui, il répond très sévèrement aux critiques le concernant. Il dit : « Cela fait 33 ans que je suis dans le milieu du football. J'ai terminé deux cursus universitaires. Je parle 4 langues étrangères et je donne des conférences en Allemagne devant des milliers de personnes. Pourtant, en Turquie, je suis accusé d'ignorance, et l'on me traite d'imbécile. À présent, la coupe est pleine, je ne le supporte plus. »

Concrètement, aucun directeur technique n'est apprécié. Le jeu élaboré par les équipes de football ne plaît en aucun cas. À mon avis, nos commentateurs doivent se débarrasser du point de vue négatif qui les caractérise. Commenter, c'est analyser en ayant des perspectives plus larges, il faut saisir ce qui se passe. Trop souvent, ils parlent dans le vide, sans étudier, sans explorer, sans chercher, sans questionner, passivement. Commenter les matches sans y assister, uniquement en les voyant à la télévision, ou bien commenter sans connaître les intentions de l'entraîneur, ne pas assister aux séances d'entraînement, tout cela est très mauvais. Ni le public ni nous ne devons cautionner ce genre d'attitude.

Mais alors comment peut-on élaborer un mécanisme de contrôle ?

Gündüz Tekin : Un tel mécanisme de contrôle n'existe pas. Le RTÜK donne des avertissements si des paroles grossières ou insolentes sont prononcées. Autrement, tout le monde peut dire ce qu'il veut. Je pense qu'un des plus gros problèmes en Turquie, c'est que tout s'oublie très vite. Donnons un exemple : trois commentateurs animent des émissions sportives, l'un d'entre eux est Deniz Gökce, un économiste, l'autre est

le docteur Gürkan et enfin, il y a un jeune commentateur, dénommé Onur. L'un va dire, « le football est déstructuré, l'avenir de ce sport est en danger. » Et le suivant va dire « Non, Fatih Terim est intervenu, ne nous inquiétons pas pour l'avenir. Il met en place de grands projets. » En fait, en Turquie, notre fédération a déjà préparé un projet majeur qui s'étale sur dix ans.

En Turquie, tout le monde ne jure que par le football, comme si c'était le plus important. Pourquoi est-ce ainsi ?

Güntekin Onay : En vérité, ce n'est qu'une apparence. La Turquie fait comme si elle était une nation de football semblable au Brésil, à l'Argentine ou à l'Angleterre. Mais il ne faut pas perdre de vue que certaines séries télévisées font plus d'audience que d'importants matches de football. Réellement le pourcentage de la population qui suit de près le football est de 20 à 25 %. Ce taux augmente seulement lorsqu'il y a des matches importants.

Cela se vérifie en regardant de plus près le taux de remplissage des stades dans une grande ville comme Istanbul, qui compte 12 millions d'habitants. Prenons la ville de Milan comme exemple. Sa population est de 2,5 millions d'habitants et, chaque semaine, 65 000 personnes assistent aux matches du Milan AC ou de l'Inter. En bref, je ne pense pas que l'intérêt porté au football en Turquie soit aussi grand qu'on le dit, surtout en Anatolie.

Gündüz Tekin : Néanmoins, par rapport au passé, l'intérêt des Turcs pour le football

a augmenté. Un bon potentiel s'est créé. Mon père ne voulait pas que je devienne footballeur, mais aujourd'hui c'est tout le contraire qui se passe, les familles sont plus enthousiastes que les enfants. Il s'agit essentiellement des familles à revenu modeste, qui lisent dans les journaux des informations sur les revenus colossaux de certains joueurs. Ils inscrivent tout de suite leurs enfants dans des centres de formation. J'estime que ces écoles sont une supercherie. Une école de football, ce n'est pas concevable ; le football ne s'apprend pas dans une école, le football c'est une culture qui se crée d'après un constat, celui du talent. C'est même un art actuellement. Le football s'est complètement détaché de tout le reste, c'est un domaine à part entière.

De nos jours, la cruauté est présente dans tous les domaines d'activité, mais le domaine du football semble encore plus impitoyable...

Güntekin Onay : Vraiment plus impitoyable que tout le reste. Je crois que cela vient du fait qu'il y a énormément d'argent en jeu.

Gündüz Tekin : Nombreux sont ceux qui vivent du football. Les footballeurs bien sûr, mais aussi des hommes d'affaires, les clubs, les responsables des clubs, les membres des comités de gestion, les sponsors, les chaînes de télévision, tout le monde gagne de l'argent. Si ce secteur n'était pas aussi riche, comment se ferait-il qu'autant de commentateurs y gagnent leur vie ? 25 commentateurs écrivent dans les pages sportives. Aucun d'entre eux ne gagne de l'argent grâce à l'athlétisme ou à la lutte, mais c'est le football qui les fait vivre. Ils



commentent le foot en l'insultant, en le dénigrant, en critiquant les entraîneurs, avec cruauté et avec une façon de faire malsaine. De toute façon, quelqu'un qui commente objectivement, qui ne se situe pas dans les extrêmes, n'a pas sa place dans ce milieu. J'avais été pressenti pour intervenir sur une chaîne de télévision, mais le patron, dont je ne citerai pas le nom, a dit : « Maître Gündüz est trop érudite, ce n'est plus cela que nous vendons. »

Est-ce que vous pouvez comparer le journalisme sportif en Turquie et en Europe ?

Güntekin Onay : Prenons comme exemple les médias anglais : c'est là-bas que se trouvent les meilleurs supporters. Le football y a une importance incroyable et il est suivi de près par une grande part de la population. Dans les journaux, les informations sportives font l'objet de beaucoup d'exagération. Si on penche sur le cas de la France, on peut voir que le journalisme sportif y est un peu plus analytique, qu'il s'appuie plus sur des statistiques ; il est plus réaliste. Les Italiens nous ressemblent davantage. Leurs critiques sont rudes, démotivantes et blessantes. Cependant, il existe une forme de respect envers l'adversaire. En Turquie, nous ne faisons preuve de respect ni envers nos adversaires, ni envers nous-mêmes.

Gündüz Tekin : Globalement, le journalisme sportif en Turquie n'est pas à la traîne par rapport à ces pays. J'ai assisté à des coupes du monde disputées en Europe et à travers le monde, j'ai commenté des centaines de matches, et j'ai bien vu que mes confrères européens n'avaient pas plus de connaissances que nous. De plus, l'information se vit plus intensément en Turquie. Veiller jusqu'au petit matin, attendre devant les portes du club, aller à la rencontre des joueurs à l'aéroport, être toujours à la pointe de l'information, voilà bien des points sur lesquels nous sommes en avance par rapport à eux.

Propos recueillis par Mireille Sadège et Bilge Demirkazan



Qui est Güntekin Onay ?

Güntekin Onay a grandi dans le milieu sportif, et particulièrement celui du football. Il a participé à de nombreuses activités sportives pendant longtemps. Après plusieurs années en tant que présentateur sportif, il dirige aujourd'hui le programme « 100 % football » sur NTV.

La galerie d'art Teşvikiye



Doğan Paksoy, directeur général de la galerie d'art Teşvikiye et président du Comité de gestion de l'Association des galeristes, qui est aussi artiste peintre, a bien voulu expliquer à notre journal ce qu'était le métier de galeriste, et quelles étaient les différences entre les visions de ce métier en Turquie et en Europe.

Depuis les années 1975, le métier de galeriste connaît un essor en Turquie. À l'heure actuelle, on compte près de 300 galeries d'art à Istanbul. Dans un certain sens, nous avons la mission de faire connaître et de faire aimer l'art et la culture au grand public, un peu comme si nous remplissions le rôle d'un musée. C'est la raison pour laquelle nous pouvons finalement être considérés comme une institution éducative.

Ce métier est beaucoup plus ancien en Europe ; c'est pourquoi là-bas, ils ne vivent pas les difficultés que nous rencontrons ici. La plus grande différence concerne le

sens des responsabilités, par exemple les artistes peintres en Europe sont plus professionnels, et plus respectueux de leur propre travail et de leurs confrères. Les chroniqueurs d'art ne prennent pas de retard dans la rédaction de leurs articles comme chez nous. Nous, nous forçons les collectionneurs à venir visiter les expositions. Là-bas ce n'est pas pareil. J'ai tout de même la conviction que le métier de galeriste va évoluer en Turquie, puisque nous avons enregistré une évolution en comparaison avec le passé, et ceci dans tous les domaines.

l'art, sans avoir fait aucune concession dans sa conception des choses.

La galerie d'art Teşvikiye a été fondée en partenariat par les frères Şahin et Doğan Paksoy en 1985. Depuis le premier jour, la galerie donne rendez-vous aux amateurs d'art dans ses locaux situés boulevard Abdi İpekçi. À partir de 1991, c'est Doğan Paksoy qui a pris en charge la direction de la galerie. Depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, la galerie a eu pour principe d'exposer les œuvres de créateurs s'inscrivant dans le courant figuratif et, 20 ans plus tard, elle reste ouverte aux fidèles de l'art, sans avoir fait aucune concession dans sa conception des choses.



Ebru İslamoğlu, coordinatrice de publication des magazines « Türkiye'de Sanat » et « Gençsanat » :

« Türkiye'de Sanat » est un magazine bimestriel, qui paraît régulièrement depuis novembre 1991. Nous avons plutôt orienté son contenu vers la recherche, la théorie, les manifestations artistiques actuelles et les sujets pédagogiques. De plus, la couverture de chaque numéro est consacrée à un peintre reconnu et renommé. En 1994, nous avons lancé la publication du magazine « Gençsanat », destiné à porter les jeunes sur le devant de la scène, et à leur ouvrir de nouveaux horizons.



Altan Çelem

La galerie d'art Teşvikiye
Abdi İpekçi Cad. 48/3 Teşvikiye 34367 İstanbul
Tel: +90 212 241 65 35

Fauna : des plats sains et savoureux

Un lieu intime, une ambiance amicale et chaleureuse, où vous pouvez manger en toute sécurité des plats de qualité

Comment définiriez-vous votre lieu ?

En fait, c'est un endroit ordinaire.

Comment ça, un endroit ordinaire ?

Ce que je veux dire par ordinaire, c'est que je n'ai pas ouvert cet endroit dans l'optique de faire de la haute gastronomie, aux goûts raffinés. J'avais des ambitions en ouvrant ce restaurant, mais pas celle d'une cuisine sophistiquée. Mon souci était plus simple : des ingrédients de qualité et de l'hygiène. J'utilise la meilleure huile pour les plats que je cuisine, les meilleures olives, le meilleur fromage. J'ai pour objectif la bonne santé des clients, et les personnes qui viennent manger ici en repartent en toute quiétude. Moi-même, je mange ici et je partage avec eux cet état d'esprit. J'appelle cela un standard car j'estime qu'il devrait en être ainsi dans tous les endroits proposant des services de restauration.

Vos prix, pas très élevés, et votre exigence permanente de produits de qualité

vous laissent-ils un bénéfice ?

Non pas toujours. Je ne privilégie pas le profit. Par exemple, je ne vais pas remanier un plat que j'ai préparé la veille, pour le resservir le lendemain ; je le jette. J'ai des standards précis, et c'est la seule manière pour moi de respecter ces standards. J'ai moins de pertes que dans les premiers temps, parce que ma clientèle augmente.

Votre façon de faire correspond aux principes qui existent en France : des produits de qualité, un cadre conforme aux règles d'hygiène, une belle présentation...

J'insiste sur le fait que je n'ai pas de grandes prétentions. J'aimerais tellement faire mieux encore, mais je me perfectionne avec le temps. Je n'ai pas été formé pour ce que je fais. Lorsque des personnes entrent ici et disent « nous voulons ceci ou cela », je vois vraiment ça comme un test pour moi. Peu à peu, à force de faire et de refaire, j'ai réussi à instaurer une image de qualité et, quand je compare avec les premiers jours, je vois que j'ai pas mal évolué.

Ma préoccupation est la suivante : je veux que cet endroit soit à la hauteur des personnes qui viennent y manger.

Que servez-vous aux gens qui viennent ici ?

D'abord, il y a les plats classiques que l'on peut trouver ici tout le temps : plusieurs sortes de salades, des pâtes et des raviolis, mais en quantité limitée car tout

est frais, ainsi qu'un plat de viande. Par ailleurs, certains jours, je cuisine des plats spéciaux. Rien de ce que je prépare n'est fait au hasard. J'essaie de faire en sorte que les gens mangent à leur faim et avec plaisir. Par exemple, je vais obligatoirement agrémenter un plat de salade d'aubergines avec d'autres saveurs. Ici, le client ne mangera pas une banale salade d'aubergines ; je m'applique à le satisfaire.

Pouvez-vous donner à nos lecteurs quelques-uns de vos prix ?

Nos prix paraissent élevés pour certains, et peu onéreux pour d'autres. Par exemple, pour un plat de pâtes, ici, vous paierez 7,5 YTL (5 euro). Une salade garnie, préparée exclusivement avec des produits frais et

des crudités, vous coûtera 4,5 YTL. Pour un plat de raviolis, votre note sera de 10 YTL.

Vos prix sont vraiment très abordables, compte tenu de la saveur et de la qualité de votre cuisine...

Ailleurs, vous pouvez aussi trouver des raviolis à 4 YTL, ou bien à 35 YTL. Mais le goût peut laisser à désirer.

En dernier lieu, pouvez-vous donner à nos lecteurs quelques astuces pour cuisiner un bon plat de pâtes ?

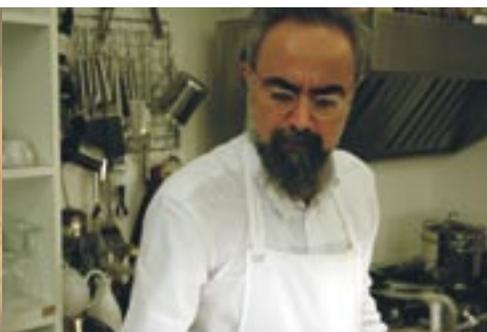
D'abord j'utilise des pâtes fraîches qui sont plus tendres. À mon avis, l'ail et l'huile d'olive restent les éléments de base d'une préparation réussie.

Citons trois clefs pour la préparation de bonnes pâtes : la première, c'est qu'elles ne doivent pas devenir collantes, la deuxième est d'utiliser de l'ail frais, et la troisième secret est de se servir d'une bonne huile d'olive. Il n'y a besoin de rien d'autre. Tout ce que vous pourrez ajouter donnera des goûts supplémentaires.

Fauna, İbrahim Tuna, Moda Cad. Sarraf Ali Sk. No:7 Kadıköy - İstanbul
Tel: (+ 90) 216 345 99 54



İbrahim Tuna



les Chansons de Bilitis



Institut français d'Istanbul

« LES CHANSONS DE BILITIS », pièce qui a été présentée pour la première fois cette année le 8 mars au Théâtre Dafne et qui captive les spectateurs par son sujet et sa mise en scène, est jouée à nouveau à l'Institut français d'Istanbul. Vous pourrez y assister du 24 novembre jusqu'à la fin du mois de décembre, et le 22 novembre à Ankara.

Auteur : Pierre Louÿs. Traducteur : İzzet Yasar. Mise en scène : Louise Menase. Assistant de régie : Ayça Telirmak. Décors : Gürel Yontan. Costumes : Zuhâl Soy. Lumière : Kazım Öztürk. Avec Filiz Kutlar et Erkan Sever

Adresse : İstiklal Cad. N:8 Taksim
Téléphone : 0212 334 87 40



Nos amis Arda Erdikmen et Dilek Olgun ont uni leurs destinées le 1^{er} octobre 2005. Nous leur souhaitons beaucoup de bonheur.

EXPOSITION

Le peintre Veysal Günay exposera du 11 au 25 novembre 2005 une sélection de ses œuvres les plus récentes à la galerie d'art du Dr. Ahmet Gögüş à l'Université de Hacettepe



EXPOSITION

Avec pour thème « À la poursuite du temps révolu », l'artiste peintre Asım İşler exposera à la galerie Atlas Sanat du 21 novembre au 19 décembre 2005.

Cinnah Cad. 19-1 Çankaya – Ankara



Programme artistique D'Akbank en novembre



DISCOURS

« Les héritages culturels et les tons disparus d'Istanbul »

Dimanche 20 novembre 19 h

KUDSİ ERGUNER

CEMAL ÜNLÜ

Entrée gratuite.

Les Journées de la littérature

Mercredi 30 novembre 19 h

MURATHAN MUNGAN

Entrée gratuite.

CONCERTS

LE TRIO KEREM GÖRSEV

Mercredi 23 novembre 20 h

Plein tarif : 10 YTL Étudiants : 5 YTL

Les concerts de jeunesse

Jeune Talent

BUKET KARTAL

« Piano »

Samedi 26 novembre 14 h

Entrée gratuite.

Les concerts de jeunesse de l'orchestre de chambre d'Akbank

Dimanche 27 novembre

Auditorium d'ENKA, İstinye /

Concert: 11 h 15

Direction d'orchestre : Cem Mansur

Au programme :

A. Vivaldi (1678-1741) : Concerto pour instruments à archet



W. A. Mozart (1756-1791): Divertimento en fa majeur, K. 138

G. Puccini (1858-1924): Chrysanthèmes

E. Wolf - Ferrari (1876-1948): Sérénade

Entrée gratuite.

L'orchestre de chambre d'Akbank

Les concerts « D'hier à aujourd'hui » de novembre

Direction d'orchestre : Cem Mansur

Soliste: Carlos Bonell (guitare)

« Les Vénitiens/les non-Vénitiens »

Mardi 22 novembre / Université Sabancı, Tuzla /

Accueil : 19 h 30 Concert: 20 h

Mercredi 23 novembre / Centre populaire d'éducation de Kadıköy / Accueil : 20 h

Concert : 20 h 30

Jeudi 24 novembre / Salle de Concert Cemal Reşit

Rey / Concert : 21 h

A. Vivaldi (1678-1741) : Concert pour instruments à

archet, concerto en ré majeur pour guitare

F. Carulli (1770-1841): Concerto de guitare

Entrée

G. Puccini (1858-1924) : Chrysanthèmes

E. Wolf - Ferrari (1876-1948) : Sérénade

Prix des billets : 15 YTL, Tarif réduit : 10 YTL

Atelier de danse

Zeynep Tanbay

Entraînement : 18 Kasım, Saat : 16 h 30



EXPOSITION

Les artistes turcs Elif Çelebi, Serkan Özkaya, Şener Özmen & Cengiz Tekin et Seza Paker participent à la 7e Biennale vidéo de Santiago-du-Chili, sous le sponsoring d'Akbank Art, du 18 au 28 novembre.

Les Essais frontières

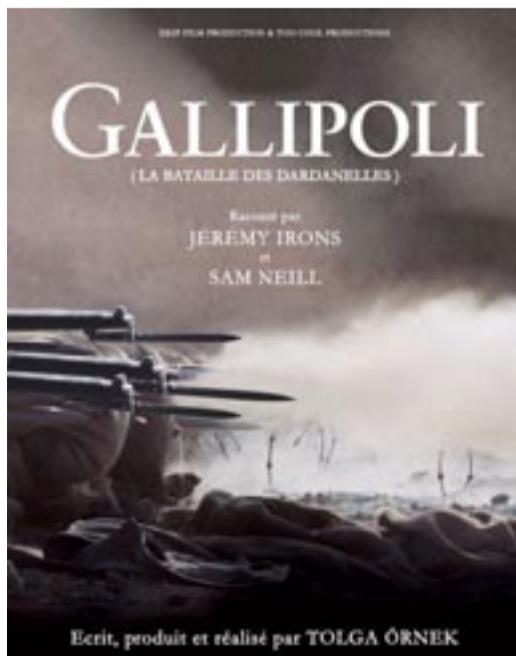
du 11 novembre au 15 décembre 2005

Les artistes : Murat Akagündüz, Antonio Cosentino, Altan Çelem, Hakan Gürsoytrak, Mustafa Horasan, İrfan Önürmen, Mustafa Pancar, Temür Köran

Cette exposition baptisée « les Essais Frontières » montre comment l'art pictural peut être transformé en photographie, et se concentre sur les pensées d'un groupe d'artistes réalisant cette transformation depuis le début des années 1990.

too cool

Le 25 OCTOBRE 2005
COMMUNIQUE DE PRESSE - Pour diffusion immédiate



SORTIE CINEMA LE 7 DECEMBRE 2005

Relations presse

DARK STAR

Lison SALAUN
8 bld Montmartre 75009 Paris
Tel : 01 42 24 08 47 / Fax : 01 42 24 08 50
lison@darkstar.fr

Distribution

TOO COOL

Production & Distribution

17, rue Martel
75010 Paris

LIVRES
FRANÇAIS

EFY KITABEVI

Librairie française

İstiklal Caddesi, Emin Nevruz Çikmazi No. 18
Beyoğlu, İstanbul. Tél. 0212 251 01 77

La qualité du football et le problème européen



*Kemal Belgin

Alors que j'écris cet article, les deux équipes de Kayseri en Super Ligue de Turquie ont conquis les troisième et quatrième échelons du classement, et Sivasspor, nouvellement promue dans la ligue, occupe la cinquième place. Bien évidemment, Galatasaray et Fenerbahçe se partagent le haut du classement. Étrangement, Beşiktaş et Trabzonspor, pourtant favoris en début de saison, restent loin derrière ces équipes. Mais comment se présentera à nous le classement de fin de saison ? Même s'il est difficile de le prédire dès aujourd'hui, on peut d'ores et déjà affirmer que si les « Quatre Grands » se retrouvent les uns derrière les autres en haut du tableau, l'espoir né de ces huit premières semaines de championnat n'aura été, encore une fois, qu'un feu de paille. Une autre question ne peut manquer de venir à l'esprit dans la situation présente : si ce classement reste inchangé jusqu'à la fin de la saison, une équipe de Kayseri ou de Sivas représentera-t-elle la Turquie en Europe l'année prochaine ? Que pourrait-il alors se passer ? Si elles ont le potentiel de se développer, cette porte est ouverte à tou-

tes les équipes. Mais si c'est pour rester un club moyen ou un appât pour les « Grands », pourquoi chercher à faire changer le statu quo ?

Pendant ce temps, quelle est donc la situation en Europe ? Cette année, la Ligue des

Une sorte d'ennui s'est désormais installée en Turquie, à cause du partage du championnat entre les « Quatre Grands ».

Champions, pour la première fois depuis sa création, voit s'affronter des équipes totalement inattendues. Le nombre de clubs y participant pour la première fois, ou y ayant déjà participé par hasard une ou deux fois, est aujourd'hui particulièrement élevé... Voyez donc : Artmedia Bratislava (Slovaquie), Udinese (Italie), le F.C.Thun (Suisse), et même l'Austria Vienne, le F.C. Bruges et le Sparta Prague, aujourd'hui une équipe d'un niveau plus que moyen, peuvent-elles réellement apporter quelque chose à la compétition ? Seul le groupe de Fenerbahçe semble promettre une réelle compétition entre équipes de niveaux plus

ou moins proches. Quant aux autres groupes, il n'est pas bien difficile de prévoir les équipes qui passeront en huitième de finale, avant même que les matches soient joués...

Où je veux en venir ? Une sorte d'ennui s'est désormais installée en Turquie, à cause du partage du championnat entre les « Quatre Grands ». Le côté monotone et prévisible de cette compétition se répercute sur le nombre de spectateurs dans les stades. Voir arriver de nouveaux participants dans l'arène européenne est un bel espoir, mais s'ils y accèdent sans être convenablement préparés, quel est l'intérêt d'un tel changement ?

Donc, les matches de poule de la Ligue des Champions ne vont pas suffire à contenter les Européens cette année. C'est pour cette raison que des efforts importants sont mis en œuvre actuellement pour faire revenir les spectateurs dans les stades, alors que leur nombre descend en flèche. Quant à nous, si notre attente de la fin de l'hégémonie des « Quatre Grands » est tout à fait légitime, notre espoir d'une continuité en championnat – tant national qu'en Europe – et d'un bon niveau de qualité de la part des nouveaux venus l'est tout autant.

* Kemal Belgin
Enseignant à l'Université de Marmara



La mission à Paris de l'ambassadeur de la République turque en France, Son Excellence Monsieur Uluç Özülker, a pris fin le 17 novembre. Nous tenons à le remercier vivement de l'intérêt qu'il a témoigné à notre journal et du soutien qu'il nous a apporté dans son développement à Paris. Parallèlement, nous souhaitons la bienvenue au nouvel ambassadeur de Turquie en France, Son Excellence Monsieur Osman Korutürk.

Prêt-à-porter printemps-été 2006

Allure, Couture, Nature

C'est avec ces trois mots en tête que Christian Lacroix a repensé le principe même de son Prêt-à-Porter qui, à partir de l'été prochain, propose une garde-robe complète sous une seule et même griffe de satin rouge et blanche.

Urbaine, cosmopolite et fantasque, cette collection est dans la suite des présentations haute-couture et Prêt-à-porter des dernières saisons.

On y retrouve le traitement graphique de la coupe et de certains imprimés, l'utilisation d'une gamme de couleur unique pour des imprimés luxuriants évoquant la nature ou les voyages et l'affirmation de la silhouette allurée d'une femme qui reste elle-même en toutes circonstances.



Christian Lacroix

Né le 16 mai 1951, à Arles, il suit des études de lettres à Montpellier. En 1971, il quitte la province pour s'installer à Paris et faire un mémoire sur "le costume à

travers la peinture au XVII^e siècle", et préparer le concours de conservateur...

Un jour, lors d'un thé d'étudiants provinciaux, il rencontre Françoise et ils ne sont plus jamais quittés depuis ce jour. Et c'est grâce à elle qu'il fera les rencontres de stylistes, de Jean-Jacques Picart, de Guy Paulin et d'Hermès qui le feront entrer dans cet univers qui est devenu désormais le sien.

Il rejoint la couture en novembre 1981, en entrant chez Patou...C'est pendant la dernière collection chez Patou que s'est décidée la création de la maison Christian Lacroix.

Propos recueillis par
Sandrine Aknin

« Vienne 1900 » Klimt, Schiele, Moser et Kokoschka

Quatre peintres ayant marqué les années 1900, un beau panorama de l'effervescence artistique viennoise. L'exposition du Grand Palais se veut initiatique, sur une courte période qui s'étend de 1890 à 1918, l'année de la mort de Klimt, de Schiele et de Moser. Paysages, portraits, dessins... Au total 91 peintures et 55 dessins

« Vienne 1900 », Galeries nationales du Grand Palais,
Du 5 octobre 2005
au 23 janvier 2006
3, avenue du Général
Eisenhower, Paris 8^e.
Tél. : 01 44 13 17 17
Ouvert tous les jours, sauf
mardi, de 10 h à 20 h, le
mercredi jusqu'à 22 heures.

